l'unité

M 2805 - N° 418 - 6 F — L'hebdomadaire du Parti socialiste — 11 avril 1981

L'autre politique.



Sygma

La ligne droite de Mitterrand

Giscard s'inquiète, Chirac marque le pas, Marchais tergiverse... tous sont désormais obligés de se déterminer par rapport au candidat socialiste, qui, lui, poursuit le même chemin depuis le début de sa campagne

PAR CLAUDE ESTIER

LA semaine qui s'achève et qui précède l'ouverture de la campagne officielle pour les candidats « avalisés » par le Conseil constitutionnel aura été marquée par un curieux phénomène de correction de tir dans la campagne de trois des principaux d'entre eux par rapport au quatrième, François Mitterrand, qui, lui, poursuit imperturbablement le chemin qu'il s'est tracé en opposant les propositions concrètes d'une autre politique au bilan du septennat du président sortant.

Première correction de tir, celle de Georges Marchais qui avait déjà été tentée dans son émission télévisée du 23 mars, mais obscurcie aussitôt par des propos contradictoires suivis d'une série de mises au point. Si l'on comprend bien les dernières interventions du candidat communiste, il n'est, certes, toujours pas disposé à faciliter la tâche de François Mitterrand, mais du moins admet-il en fait qu'il ne pourra faire autrement que d'appeler à voter pour lui au second tour. Le déroulement de la campagne, les réactions d'un grand nombre de militants communistes ont rendu impossible l'hypothèse de l'abstention qui avait été peut-être un moment envisagée. Georges Marchais et les dirigeants communistes ont dû se rendre à cette évidence que seul François Mitterrand peut battre Giscard d'Estaing, qu'il est en mesure de le faire et que, quel que soit son désir profond, il serait suicidaire pour la direction du Parti communiste de se mettre ouvertement en travers de ce puissant mouvement pour le changement.

Parti lui aussi de façon tonitruante, Jacques Chirac a également dû modifier sa trajectoire après s'être aperçu que sa percée dans l'électorat giscardien était due à des raisons équivoques qui n'excluaient pas le souhait d'un certain rapprochement après le premier tour. Le candidat R.p.r. a cru pouvoir surmonter cette difficulté en pratiquant la méthode Coué consistant en l'occurrence à faire comme s'il était assuré d'être présent lui-même pour l'affrontement final contre le candidat socialiste. En dépit des propos optimistes de ses partisans, tout indique que ce ne sera pas le cas. Du coup, l'image que voulait donner Chirac se brouille quelque peu et François Mitterrand a touché juste en soulignant qu'il court le risque de passer pour un « pantin ».

La correction la plus spectaculaire est cependant celle que vient d'opérer le candidat sortant qui fait désormais tout le contraire de ce qu'il avait annoncé en se présentant pour un septennat nouveau. Non seulement, ayant totalement abandonné la fiction du citoyen-candidat, il mobilise chaque jour l'ensemble du gouvernement et tous les moyens du Pouvoir à son service, mais encore il rappelle les vieux chevaux de retour comme Lecanuet ou Poniatowski, soigneusement écartés au début de la campagne mais considérés comme plus pugnaces que les amateurs installés rue de Marignan. Mais surtout, après avoir dit et répété qu'il ne s'occuperait pas des autres candidats, Giscard, inquiet de constater qu'il n'a toujours pas décollé — deux nouveaux sondages l'ont confirmé cette semaine —, consacre désormais son temps à attaquer François Mitterrand, en jonglant comme d'habitude avec les chiffres et en l'accusant de vouloir conduire la France à la ruine. Rien de moins !

Cette nouvelle tactique ne semble pas jusqu'ici mieux réussir que la précédente. D'un meeting à l'autre, Giscard est loin de mobiliser les foules qu'il espérait et il ne parvient toujours pas à surmonter cette objection fondamentale que lui oppose François Mitterrand et que tous les Français sont parfaitement en mesure de ressentir : si la politique qu'il propose aujourd'hui contre le chômage et l'inflation est aussi efficace qu'il le prétend, pourquoi ne l'a-t-il pas mise en œuvre depuis sept ans ; si elle n'est pas autre chose que ce qui a été fait jusqu'à présent, pourquoi lui ferait-on confiance pour réussir demain là où il a échoué hier ?

Incapable de contester sérieusement le programme développé par François Mitterrand, à propos duquel les ministres appelés à la rescousse s'embrouillent et se contredisent — sans parler des « fantaisies » des responsables économiques de l'U.d.f. mises en lumière dimanche dernier au Club de la presse, par exemple sur le chiffrage des crèches — Giscard joue l'indignation en affirmant qu'il ressent ce programme « comme une insulte au jugement et au bon sens des français » ! L'insulte n'est-elle pas au contraire dans la façon dont le candidat sortant s'efforce de dissimuler l'état dans lequel il laisse la France après sept ans de règne : prix doublés, chômage quadruplé, inégalités accrues, déficits accumulés du budget et du commerce extérieur, etc. ! Quel que soit le prix des mesures proposées par François Mitterrand, elles ne coûteront jamais aussi cher, et de très loin, que ce que la politique de Giscard a coûté à la France depuis 1974 et que l'on peut raisonnablement chiffrer à plus de 1 000 milliards !

La réaffirmation incessante de cette vérité semble lasser quelques observateurs ou quelques journalistes qui aiment à se nourrir de gadgets. « La France bâille », dit l'un. « La campagne, c'est mortel », dit l'autre. Sans doute regrettent-ils que Coluche — qui a d'ailleurs été leur victime — ne figure plus parmi les candidats restés en lice. Les débats sérieux les lassent vite mais au nom de quoi prétendent-ils qu'ils n'intéressent pas les Français ? Jour après jour, en tout cas, François Mitterrand, considéré par ailleurs comme « le plus convaincant », constate qu'il n'a jamais réuni autant de monde dans ses meetings et rencontré autant de gens qui croient à sa victoire. Mais n'est-ce pas précisément ce qui vient d'amener les autres à changer leurs batteries ? ●

DOM-TOM

Racket outre-mer...

Les huit cent mille voix des Dom-Tom font l'objet de la convoitise à peine déguisée de la droite. D'où tricheries et fraudes incessantes que les socialistes sont bien décidés à faire cesser

PAR EMMANUELLE PLAS

LES Dom-Tom, ça fait un peu plus de 800 000 voix : 2,2 % de l'électorat. En 1974, sans les suffrages des Dom-Tom, Giscard d'Estaing obtenait 50,3 % des suffrages et François Mitterrand 49,7 %. L'élection présidentielle ne s'était donc pas jouée dans les Dom-Tom : l'outre-mer avait seulement amplifié la tendance métropolitaine. Mais qu'en sera-t-il pour les scrutins des 26 avril et 10 mai prochains ? C'est semble-t-il une des préoccupations du candidat sortant. D'autant qu'en l'espace de sept ans, des territoires comme Djibouti et les Commores qui votaient massivement pour le candidat soutenu par l'administration — à l'instar des candidats officiels dans la France de Napoléon III — sont devenus indépendants.

Aussi, l'on assiste à un véritable ballet ministériel — pas seulement des démissionnaires Pelletier et Lecat — en direction de l'outre-mer. Au nom d'aussi impératives que soudaines préoccupations pour les Dom-Tom, François-Poncet, Beullac, Méhaignerie, Plantier, Stoléru, Peyrefitte et Soisson se sont rendus ou se rendront outre-mer avant le 26 avril.

Le ministre des Transports Hoeffel, quant à lui, en annonçant qu'il se rendrait en Polynésie du 4 au 12 avril « pour étudier avec les autorités locales les problèmes de transport, de pêche et des ports maritimes » n'a pas caché qu'il saisirait l'occasion de faire, au nom du président de la République, une tournée électorale. On ne peut être plus clair : les ministres de la République se sont mis au service du candidat Giscard. Devant tant de cynisme, le député socialiste du Territoire de Belfort, Raymond Forni, a demandé au Premier ministre que dans les dépenses occasionnées par ce déplacement une distinction soit faite « entre les charges inhérentes à la fonction ministérielle et les frais de la campagne électorale d'un citoyen-candidat ». Le député socialiste a également interrogé Barre pour savoir si les parlementaires d'opposition, mandatés par le candidat de leur parti, ne pourraient pas bénéficier des mêmes facilités qui sont généreusement offertes aux seuls membres du gouvernement...

Il y a, en revanche, un ministre — celui précisément des Dom-Tom — que le « citoyen-candidat » a préféré mettre au frigidaire pour sa campagne. En effet, Paul Dijoud, dit Popaul-je-vous-aime — ce surnom, il l'a gagné aux Antipodes car il introduisait chacune de ses déclarations par cette phrase : « Je suis l'envoyé spécial du président de la République, et par ma bouche, il vous dit : « Je vous aime »» n'a pas fait un tabac, c'est le moins qu'on puisse dire, lors de sa dernière tournée dans le Pacifique. A Maré, dans les îles Loyauté, il n'a pas supporté la moindre contestation à la bonne parole qu'il était venu apporter. Il a piqué une colère fracassante et a fait donner les gendarmes et les bombes lacrymogènes. Mais aussi les déclarations vengeresses : elles ont même indisposé le milieu blanc. Le candidat sortant a été obligé d'envoyer dare-dare Roger Chinaud pour tâcher de recoller les morceaux. Certains expliquent aussi la mise à l'ombre de Dijoud par l'épuisement (déjà !) des crédits de déplacement de son secrétariat d'Etat.

Côté médias, le citoyen-candidat ne néglige rien pour que nos concitoyens d'outre-mer fassent le bon choix. A la télévision locale, ministres et personnalités U.d.f. du crû se succèdent. Un exemple, celui de la journée du 15 mars à F.r.3 Guadeloupe : sur trente et une minutes d'information, vingt-deux minutes ont été consacrées à la campagne du candidat sortant avec Jacques Chirac, Guy Frédéric (U.d.f. local), Jean François-Poncet et Giscard lui-même ! Pour la gauche : une image fixe de Pierre Mauroy est apparue vingt-cinq secondes sur l'écran et on a vu Michel Crépeau pendant quarante secondes.

Non contentes de cette discrimination quotidienne, les stations d'outre-mer de F.r.3 prennent les plus grandes libertés dans la diffusion des émissions politiques tournées en métropole. Ainsi, aux Antilles, « le Grand Débat » du 10 mars avec Giscard a été rediffusé le 11 mars. « Cartes sur table » du 16 mars avec François Mitterrand était programmé neuf jours après, sans les protestations des fédérations socialistes locales et de Georges Fillioud dans sa « Lettre à la Presse » qui aboutirent à ce que la diffusion soit avancée de quatre jours. Quant à l'émission du « Grand Débat » où Barre tint la vedette, le 17 mars, elle fut rediffusée le soir même aux Antilles.



Devant les protestations, la direction de F.r.3 s'était retranchée derrière des impératifs techniques : les émissions de T.f.1 sont transmises par satellite et celles de A.2 par avion. Un délai d'une semaine est donc nécessaire pour que ces dernières parviennent à destination ! N'y aurait-il qu'un vol par semaine à destination des Antilles ? Ne soyons pas mesquins. Du moins, en attendant de voir ce qu'il advint deux semaines plus tard. Giscard passait le 30 mars sur A.2 et François Mitterrand le 31 mars sur T.f.1. En bonne logique, « le Grand Débat » aurait dû être rediffusé immédiatement ou au plus tard le 1er avril, et « Cartes sur table » aurait dû attendre une semaine. Or, à croire que l'orbite même du satellite de communications n'est pas la même s'il s'agit d'une prestation du candidat sortant ou de celle du candidat socialiste : François Mitterrand est apparu sur les écrans des Antilles le 2 avril et Giscard le 31 mars ! Seuls des tricheurs peuvent expliquer cette étrange programmation dont La Réunion a également été victime.

Mais chacun sait, outre-mer, que la tricherie est de toutes les campagnes électorales et de tous les scrutins. En Nouvelle-Calédonie, la droite tente de transformer un scrutin national en un référendum local et agite l'épouvantail de l'indépendance : « Si vous votez Mitterrand, c'est l'indépendance. » Mais on peut se demander si on assistera, comme en 1974, à des pratiques de ce genre : la distribution par les facteurs des allocations familiales, à la veille du deuxième tour de scrutin. Avec pour consigne à ces fonctionnaires de bien spécifier que « si Mitterrand passe, c'est le dernier mandat ». L'administration servira-t-elle, cette fois-ci encore, de courroie de transmission du pouvoir en place ? C'est en tout cas ce qui préoccupe Joseph Franceschi, délégue national du Parti socialiste pour les Dom-Tom et chargé de la coordination de la campagne outre-mer de François Mitterrand. Le 28 mars, il a envoyé une lettre au président de la Commission nationale de contrôle de la campagne électorale pour qu'un contrôle soit mis en place dans les Dom-Tom. Franceschi a essuyé un refus de la Commission. Et pourtant, en 1969, comme en 1974, à la demande du président par intérim, Alain Poher, la Commission avait envoyé des observateurs dans les Dom-Tom pour « prévenir les atteintes au principe d'égalité des candidats pendant la campagne, malheureusement trop développées ».

La progression des forces démocratiques a permis cependant de moraliser les scrutins : en 1974, des corrections avaient été apportées aux résultats de Djibouti et des Commores. On compte de moins en moins de fraudes grossières telles que l'absence de bureau de vote, le vote groupé, les délégués de l'opposition enfermés dans un placard. Mais la fraude se fait aussi plus insidieuse. En 1974, dans un des bureaux de vote de [illegible] aux, Saint-Denis de la Réunion, le candidat fédéraliste européen, Gérard Sebagh, absolument inconnu sous ces latitudes, avait fait un score extravagant : il réunissait près de la moitié des suffrages. Or, ce bureau était le seul de l'île à avoir deux entrées et les bulletins de Sebagh étaient placés en bout de table près d'une des entrées. A l'autre bout de la table, près de l'autre entrée, ceux de Chaban-Delmas. Seule la configuration inhabituelle de ce bureau avait fait échouer la consigne ! En 1978, dans une circonscription de La Guadeloupe, on a retrouvé au deuxième tour le double de votants du premier tour. Et puis il y a le vote sous la direction des autorités coutumières, comme à Wallis et Futuna :

Les néo-nazis à l'action

Deux militants socialistes qui vendaient « l'Unité » dimanche dernier sur le marché de la rue de Buci ont été attaqués et blessés par un groupe de jeunes casqués et armés de manches de pioche. Ils ont dû recevoir des soins à l'hôpital Laennec.

Cette agression fait suite à une série d'attaques ou de menaces dont font l'objet des militants ou des locaux du P.s. Il faut rappeler que, dans la nuit du 27 au 28 mars, un cocktail Molotov a été lancé contre la porte du 12 cité Malesherbes, provoquant un début d'incendie. Une alerte à la bombe a été enregistrée à la fin de la semaine dernière au siège du Parti, 10, rue de Solférino.

La direction du P.s., rappelant qu'elle a maintes fois alerté la Préfecture de Police au sujet de ces agressions et menaces dénonce « l'inertie ou l'inefficacité du Pouvoir pour mettre hors d'état de nuire les groupes néo-nazis qui sévissent en France ».



Sygma

Non au racisme de Barbès à la Nation

SAMEDI 4 avril, les associations d'immigrés (A.m.f., Maroc, C.t.a., Algérie, F.e.t.r.a.n.i., Afrique Noire, U.g.t.s.f., Sénégal, U.t.i.t., Tunisie, A.t.t., Turquie) de la Maison des travailleurs immigrés (M.t.i.) ont organisé plusieurs manifestations, à Paris et dans différentes villes de province.

Dans le prolongement de la journée du 10 mai 1980, ils appelaient à une mobilisation « contre les lois et les circulaires anti-immigrés, les rafles et les expulsions, la division, les quotas, les racismes et les actes fascistes, pour la défense des libertés, l'unité Français-Immigrés, l'égalité des droits ».

Une trentaine d'organisation (C.f.d.t., S.o.s.-Refoulement, F.a.s.t.i.., C.e.d.e.t.i.m., C.i.e.m., C.i.m.a.d.e., Commission épiscopale des Migrants, U.ne.f. (I.d.), certaines sections du M.r.a.p.) appelaient aux côtés de la M.t.i. à participer à ces manifestations. Les fédérations du P.s., ainsi que le P.s.u., la L.c.r., apportaient leur soutien. A Paris, plusieurs milliers de manifestants — parmi lesquels Edmond Maire et Jacques Chérèque — défilèrent ainsi de Barbès à Nation, via République et Père-Lachaise.

Quelques jours auparavant, le « candidat sortant », Valéry Giscard d'Estaing, présentait son plan de lutte contre le chômage dans lequel il prévoit une accélération des procédures de départ des travailleurs immigrés. C'est là encourager officiellement les discriminations, les expulsions, la montée du racisme. Cette journée « pour l'égalité des droits » est venue à point nommé manifester la solidarité entre Français et immigrés et réaffirmer que le combat pour la défense des droits et de la dignité des travailleurs est indivisible.

L'agenda de la campagne

VENDREDI 10 AVRIL : Visite de François Mitterrand au Salon des composants électroniques (11 h).

SAMEDI 11 : François Mitterrand au Forum sur les identités régionales à Bagnols-sur-Cèze (12 h), visite à Béziers (16 h), rassemblement populaire à Carcassonne (18 h), meeting à Perpignan (22 h).

DIMANCHE 12 : François Mitterrand au Carreau du Temple (11 h 30). Meeting à Dijon (16 h 30).

LUNDI 13 : Journée dans la Nièvre. Meeting le soir à Bourges.

MARDI 14 : François Mitterrand à Belfort (12 h), Sochaux (16 h 30), Beaume-les-Dames (18 h). Meeting le soir à Besançon.

JEUDI 16 : François Mitterrand à Clermont-Ferrand (18 h 30), à Grenoble (22 h, avec Michel Rocard). Invité au Forum de Radio-Monte-Carlo.

VENDREDI 17 : Meeting de François Mitterrand le soir à Pau.

La campagne officielle à la radio et à la télévision commence lundi 13 au soir.

Une campagne transparente

DES le début de sa campagne, François Mitterrand avait annoncé qu'il publierait régulièrement les comptes de celle-ci afin que chaque électeur puisse savoir d'où vient l'argent. La promesse est tenue et le candidat socialiste est ainsi le seul à assurer la transparence du coût de sa campagne. Pierre Joxe, qui en est le trésorier, a présenté la semaine dernière à la presse le document que nous reproduisons ci-dessous et qui fait état d'un total de dépenses de près de 19 millions de francs, soit un peu plus de trois millions et demi de plus que ce qui avait été prévu au départ, en raison d'affiches, tracts et brochures.

Commentant ce tableau, Pierre Joxe a souligné que, selon des indications vérifiées, le candidat sortant a dépensé environ huit fois plus que François Mitterrand pour la seule location de panneaux d'affichage commerciaux.

De son côté, Jacques Chirac a dépensé en publicité électorale dans un seul quotidien autant que le candidat socialiste en a dépensé pour toutes les insertions dans la presse pendant toute la campagne.

Le premier chiffre est celui des prévisions de dépenses et recettes établies depuis plusieurs mois. Le second, qui figure dans la dernière colonne, à droite du tableau, sous le titre « objectifs » est une réévaluation à la date du 30 mars. Les prévisions de dépenses y sont en augmentation de 3,6 millions, mais cette somme supplémentaire ne sera effectivement engagée que dans la mesure où des recettes supplémentaires correspondantes le permettront. « Or, a indiqué Pierre Joxe, le rythme actuel des rentrées autorise à l'espérer. »

PREVISIONS ET OBJECTIFS BUDGETAIRES AU 30 MARS 1981

DEPENSES	Engagements	Objectif
I. Accroissement des dépenses du siège national		
1. Personnel	400 000	300 000
2. Matériels divers	350 000	350 000
3. Télécommunications, postes et autres expéditions	1 400 000	1 700 000
4. Transports et voyages (outre-mer compris)	1 500 000	2 000 000
II. Impression et autres dépenses de propagande		
1. Affiches, tracts, brochures, etc.	5 000 000	6 500 000
2. Autres matériels de propagande	500 000	600 000
3. Manifestations et divers	1 200 000	1 500 000
III. Location d'espaces publicitaires	5 000 000	6 000 000
TOTAL	15 350 000	18 950 000

RECETTES	Recettes acquises	Recettes prévues	Objectif nouveau
1. Cotisation supplémentaire des parlementaires	1 000 000	1 000 000	1 000 000
2. Réserves réalisées sur budget ordinaire	3 000 000	3 000 000	3 000 000
3. Envois directs (au 25.3.81) depuis le congrès de Créteil	252 000	750 000	750 000
4. Ventes aux fédérations (au 25.3.81)	1 140 000	1 600 000	1 600 000
5. Première souscription (bons de soutien) au 28.3.81	6 200 000	8 000 000	9 000 000
6. Deuxième souscription (sur-cotisants du P.s.)	-	1 000 000	1 000 000
7. Troisième souscription (lettres)	-	?	2 600 000
TOTAL	11 592 000	15 350 000	18 950 000

6 457 électeurs, 4 000 suffrages exprimés dont 99,4 % pour Giscard d'Estaing. C'était en 1974. Qui dit mieux !

Pour le prochain scrutin, les socialistes sont bien décidés à insister pour que des hauts fonctionnaires, venus de métropole, puissent veiller à la moralisation de la campagne comme du scrutin. Car pour que les Dom-Tom puissent se développper — la métropole à leurs côtés, mais pas à leur place — il faut que les autres départements et territoires rejoignent la Polynésie, la Nouvelle-Calédonie, la Guadeloupe, la Guyane et La Réunion qui, déjà en 1974, avaient donné la majorité à François Mitterrand. ●

PERSONNES ÂGEES

53,5% du Smic!

Le sort des personnes âgées ne justifie en aucune façon le triomphalisme dont fait preuve le candidat sortant. Voici les sept mesures proposées par François Mitterrand pour un peu plus de justice et de dignité

PAR CHRISTINE COTTIN

LA conférence de presse quotidienne au siège du P.s. a été consacrée jeudi aux problèmes des personnes âgées dont François Mitterrand avait parlé dimanche au Club de la presse.

Un sujet souvent ressenti comme mineur par rapport aux sujets « nobles », tels l'économie ou la politique étrangère. Un sujet à propos duquel cynisme et électoralisme ont atteint des sommets ces quinze dernières années. Et surtout un sujet triste. Valéry Giscard d'Estaing a beau aller de satisfecit en envolées lyriques — « C'est vous qui avez fait la France (...) par un travail acharné dont nous ne devons pas oublier les dures conditions (...) Vos journées de travail ont été longues et vos vacances courtes (...). Vous exprimez les valeurs de toujours, (...) le courage, la dignité, la sagesse et la bienveillance » (Lyon, octobre 1977 devant 6 000 retraités) — la réalité n'est pas gaie. Elle est même parfois franchement sinistre.

Certes, le minimum vieillesse a sensiblement augmenté et Giscard s'en vante. Au stade misérable où l'on confinait les personnes âgées, pouvait-il faire moins ?

Pour le reste, rien n'a changé. Et à quoi bon le nier, des milliers de vieillards sont toujours parqués dans des établissements que les plus jeunes n'hésitent pas à appeler « mouroirs ». Là, démunis de tout, ils attendent dans une salle commune que vienne le jour où l'on mettra autour de leur lit le paravent de l'agonie.

« Aux deux extrémités de l'âge, la société française tend vers l'unité. » Giscard ne recule devant aucune mystification. C'est contre le cynisme de ce mensonge que Pierre Mauroy, porte-parole du candidat socialiste, a d'abord voulu s'élever jeudi. Les faits le prouvent : il n'existe pas un groupe homogène des personnes âgées qui profite d'un repos bien mérité comme le laisse entendre le président sortant avec force images d'Epinal. L'âge n'abolit pas les différences sociales, bien au contraire. Les inégalités de ressources entre les retraités sont encore plus grandes qu'entre les actifs.



Sygma

François Mitterrand au Club de la presse dimanche dernier, présentant les chiffres falsifiés par l'U.d.f.

Les bas salaires font les petites retraites. Le chômage aussi, à cause de la règle simple : moins on cotise, moins on touche par la suite. Dans ce contexte, les femmes, à qui l'on fait beaucoup sacrifier pour l'éducation de leurs enfants, se retrouvent, avec leur carrière incomplète et leurs salaires dérisoires, parmi les plus défavorisées une fois la retraite arrivée. Quant aux retraités de plus de soixante-quinze ans, on continue de ne pas leur appliquer les avantages acquis grâce à la loi Boulin en 1971 : pour un temps de travail égal, ils perçoivent presque 25 % de moins que des retraités qui ont cessé leur activité après la mise en application de cette loi.

Résultat : quelque cinq millions de retraités entre 55 et 100 ans ont moins que le Smic pour vivre. Et Giscard parle de dignité !

François Mitterrand l'a dit et le redira : « Tout se tient. » Les problèmes des retraités ne peuvent être dissociés du reste. Emploi, chômage, santé, loisirs, retraite, tout est lié. Il faut que devienne enfin possible cette solidarité des générations et des revendications pour rendre aux personnes âgées leur statut de citoyen à part entière et les sortir des ghettos d'« inutiles » et d'assistés dans lesquels le Pouvoir les a cantonnés.

Tel est le but visé par François Mitterrand. Pour y parvenir, il a déjà annoncé au Club de la presse, le 5 avril dernier, les sept mesures à mettre en œuvre immédiatement. Voici des extraits de son intervention.

« Laissez-moi vous faire part d'un certain nombre de réflexions qui me paraissent indispensables. Tout d'abord — peut-être ne le sait-on pas assez, sauf naturellement les personnes âgées elles-mêmes, le pouvoir d'achat du minimum vieillesse n'est aujourd'hui que de 53,5 % du Smic. Vous imaginez : 53,5 % du Smic !

Près de 2 millions — exactement 1,9 millions — de personnes âgées ne touchent que 1 415 francs par mois. 5 millions d'entre elles ont moins que le Smic. Les retraités ont perdu 2 % de leur pouvoir d'achat en 1980, sans oublier la très insuffisante aide ménagère puisque sur quatre personnes qui en ont besoin, une seule en bénéficie.

Je ne vois pas après cette description comment les personnes âgées pourraient être très satisfaites de la politique pratiquée par M. Giscard d'Estaing. Et pourtant, les effluves de propagande, le fait aussi d'avoir vu — c'est la réalité — leur allocation vieillesse s'accroître au cours de ces

(suite en page 4)

Affaire Mauvillain : une lueur d'espoir

Les erreurs qui entachent certaines décisions de justice figurent autant d'échecs. Tout comme les fugues, aussi regrettables qu'exceptionnelles, lors des permissions de sortie accordées aux détenus. Malheureusement, la presse improprement dite bien-pensante est plus prompte à s'émouvoir d'une cavale que d'une erreur judiciaire. Ceux qui se battent aujourd'hui pour obtenir la révision des procès d'un Knobelspiess, d'un Debrielle ou d'un Mauvillain en savent quelque chose. Avant d'être appuyées et relayées à l'extérieur de leurs prisons, quelle énergie ne doivent pas dépenser les victimes d'une justice hâtive, approximative et plus portée à condamner un suspect qu'à l'acquitter au bénéfice du doute, ainsi que le prévoit la loi. Automutilations, grèves de la faim, tentatives de suicide, révoltes et leur cortège de sanctions disciplinaires, du mitard au quartier de haute sécurité : le chemin de croix des candidats à la révision devient douloureusement banal.

***Peut-être Guy Mauvillain va-t-il connaître à nouveau l'espoir. Condamné pour meurtre à 18 ans de réclusion criminelle par la cour d'assises de Saintes, en novembre 1975, après moins d'une heure de délibération — malgré l'absence de preuves et de mobile —, Mauvillain n'a cessé de clamer son innocence depuis sa prison. La requête en révision qu'il déposa en juillet 1978, basée sur le témoignage d'une voisine qui constituait un alibi de poids, fut rejetée au motif que ce témoignage ne constituait pas un fait nouveau. Un comité de soutien a depuis lors pris en main la cause de Mauvillain. Le 19 février dernier, une nouvelle requête en révision a été déposée par ses défenseurs. Elle met en avant un nouvel élément indiscutable en prouvant que la victime de l'agression imputée à Mauvillain n'a subi aucun test de lucidité entre le moment où, juste après les faits, elle prononça le nom de Mauvillain et celui où elle sombra dans le coma. Cette faille considérable ressort du témoignage du médecin-chef du Samu qui a examiné et transporté la victime mais n'a pas été entendu par la cour d'assises. A la suite du dépôt de cette deuxième requête et de l'intervention du député socialiste de Charente-Maritime, Philippe Marchand, le garde des Sceaux vient d'ordonner un supplément d'enquête « afin de vérifier si les faits nouveaux invoqués à l'appui de cette demande sont de nature à remettre en cause la décision du rejet de la précédente requête en révision ».*

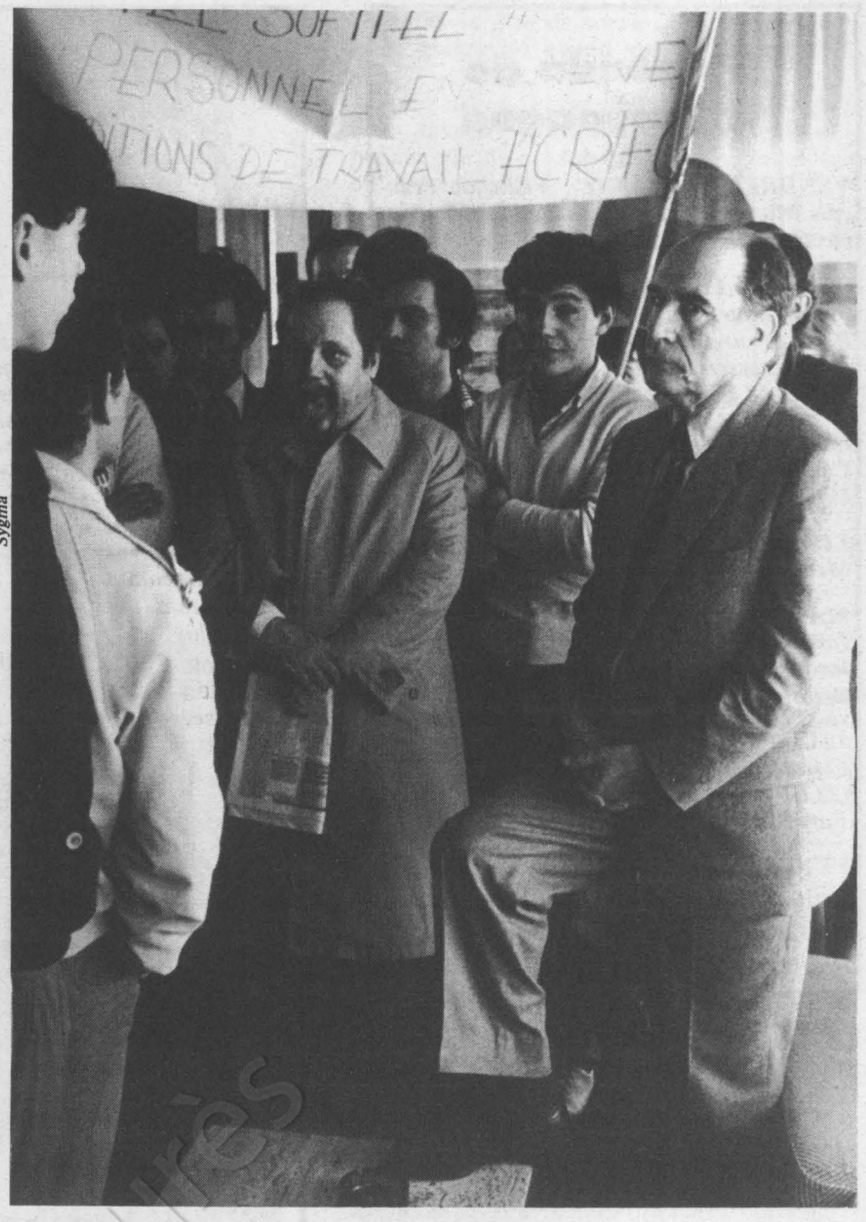
Il n'aura donc pas fallu moins de six ans à Mauvillain pour marquer ce premier point. Condamné en 1972, Knobelspiess n'a pas encore eu cette chance. Il est vrai qu'à son innocence il a ajouté l'impardonnable délit de grande gueule.



Sygma



A.f.p.



Quelques images de la campagne de François Mitterrand, la semaine dernière: dans le T.g.v. avec Danielle, sa femme; à l'issue d'un meeting en Corse; avec Alain Bombard et les travailleurs de Sofitel en grève, à Lyon.

(suite de la page 3)

sept années, ont donné le sentiment à ces personnes qu'après tout elles avaient pu trouver une certaine sécurité, que ce n'était plus tout à fait la misère. La description que je viens d'en faire montre qu'il reste beaucoup à faire.

Et puisqu'il reste beaucoup à faire, je vais préciser sept points auxquels je tiens pour répondre aux questions posées par les personnes âgées.

— D'abord, faire passer le minimum vieillesse à 1 700 F par mois dès le 29 mai de cette année. Dès le 1er janvier, il faudrait, selon moi, passer à 2 000 F.

— Je pense que le droit à la retraite à taux plein à 60 ans, qui est une revendication déjà très ancienne — la demande de retraite volontaire naturellement, car il ne s'agit pas d'obliger quiconque à prendre sa retraite avant 65 ans — représente aussi une faculté que beaucoup de personnes d'âge souhaiteront voir mettre en œuvre.

— Je chercherai à rapprocher le minimum vieillesse du Smic — cela est d'ailleurs conforme aux propositions des socialistes.

— Je revaloriserai les rentes viagères.

— Lorsque j'ai prévu la création de 210 000 emplois d'agents de l'Etat et des collectivités locales, j'envisageais que 20 000 d'entre eux seraient affectés à l'aide ménagère à domicile.

— Enfin, je pense que ce serait pure justice que de supprimer les cotisations sur les retraites, le 1 % du régime général, les 2 % des régimes complémentaires, qui ont été instaurés par M. Giscard d'Estaing au cours de ces dernières années, contrairement aux engagements formels qu'il avait pris en se présentant en 1974.

— Il est encore une mesure qui me paraît indispensable pour marquer une politique : le taux de la pension de réversion doit se situer à 60 % et non plus à 50 %.

Tout cela fait partie des choses, pourrait-on dire, très modestes. Elles sont coûteuses ? Oui. Peut-on dire qu'elles le sont autant, par exemple, que le chômage aujourd'hui ? Lorsque l'on comparera le coût des différents programmes — ce moment arrivera bien et j'espère que la question ne sera pas posée à moi seul — on verra qu'en effet c'est une priorité pour un socialiste que de venir en aide, dans la justice, aux personnes âgées. » ●

CONSOMMATION

Un septennat pour doubler les prix

De l'indice 100 en 1974, les prix sont passés à l'indice 201 en février 1981 !

PAR MARIE-JOSE BERNARDOT

« Je préfère des millions de consommateurs avertis plutôt que des centaines de contrôleurs des prix. » Dixit René Monory, ministre de l'Economie. Le contre-pouvoir des consommateurs face aux « partenaires économiques », industriels et commerçants est sans cesse mis en avant par le Pouvoir pour justifier la levée de la réglementation des prix. En somme, selon les économistes officiels, si l'inflation persiste, c'est que nous sommes de mauvais consommateurs et que nous achetons sans discernement... Certaines associations de consommateurs se sont laissées peu ou prou piéger par cette argumentation. D'autres associations en revanche la récusent. En particulier la Confédération syndicale des familles (C.s.f.), qui représente quelque trente mille familles, met régulièrement les pieds dans le plat. Après un dossier logement, elle publie un « Livre noir des prix ». Un dossier truffé de chiffres irrécusables : relevés de prix effectués à Paris et en province par les militants des unions départementales de la C.s.f. mais aussi statistiques issues de publications officielles de l'I.n.s.e.e. ou des services du ministère de l'Economie. Des exemples concrets qui font toucher du doigt la réalité de l'inflation : malgré les baguettes à un franc ici ou là, le prix du pain a augmenté en moyenne de 42 % en un an. A Lorient, les tarifs des transports en commun s'envolent (+ 18 %). A Paris, un garage moto tarifie 79 F l'heure de travail — avec ce commentaire : « Pour les clients qui trouvent ce prix exagéré, sachez qu'un plombier demande 110 F l'heure. » De fait, les artisans n'y vont pas de main morte : à Paris, une dame appelle un plombier pour déboucher son évier. La facture se monte à 700 francs pour un quart d'heure de travail. Avec l'énergie (+ 21 %) ce sont les produits manufacturés (+ 36 % au cours du premier semestre 1980) et les tarifs publics (+ 22 %) qui obtiennent le tableau d'honneur de l'inflation.

De l'indice 100 en 1974, les prix sont passés à l'indice 201 en février 1981 : un septennat pour doubler les prix !

Ainsi, le bilan économique du septennat vu par les consommateurs ne correspond guère au panégyrique publié par le Service d'information et de documentation (S.i.d.), administration qui s'emploie — grâce aux deniers publics — à assurer la promotion tous azimuts du président sortant...

« Le Pouvoir explique l'inflation par l'augmentation du prix du pétrole, dénonce Jean-Claude Jacquet, secrétaire général de la C.s.f. En fait, l'I.n.s.e.e. évalue à 2 % l'incidence du pétrole sur l'inflation en 1980. La vérité, c'est que l'inflation sert surtout à gonfler les portefeuilles de certaines catégories sociales. »

Pour la C.s.f., la défense du consommateur passe d'abord par la lutte contre un système économique qui organise l'accumulation des profits à un bout et le développement de la pauvreté à l'autre bout. Augmentation des cadences, robotisation des chaînes de production, développement du travail intérimaire, pression sur les droits sociaux acquis : tout est bon pour augmenter les bénéfices. Avec l'aide de l'Etat qui met en œuvre cette règle d'or du système : les profits vont au secteur privé, les coûts sont assumés par la collectivité via les impôts. La robotisation, l'informatisation permettent en effet « d'économiser » des emplois pour les entreprises... mais les chômeurs, eux, sont financés par la collectivité tout entière.

Et la Ville de Paris, qui, au début du siècle, avait cédé les terrains du quai de Javel à Citroën pour le franc symbolique... vient de les lui racheter des dizaines de millions de francs... !

La réalité de l'inflation condamne de fait la politique économique gis-cardienne basée sur le libéralisme : libre concurrence d'un côté, contre-pouvoir des consommateurs de l'autre.

Fort de ces deux armes « absolues », le Pouvoir a organisé la levée de toute la réglementation des prix. Seuls trois secteurs échappent encore à ce libéralisme effréné : les services publics, la santé, l'énergie - trois ilôts préservés... qui sans doute ne résisteraient pas à un second septennat !

« Nous refusons que les consommateurs servent d'alibi à une telle politique, affirme Marie-Jeanne Michel, l'une des responsables de la C.s.f. Le discours consumériste s'adresse à des classes sociales privilégiées. Comme si tous les consommateurs avaient le même pouvoir d'achat, du p.-d.g. à l'O.s. ! La plupart des gens, surtout parmi les moins aisés, n'ont pas le temps de comparer les prix dans trente-six magasins avant de faire leurs achats. Et les familles les plus pauvres ne vont pas dans les grandes surfaces, mais chez l'épicier du coin qui accepte de leur faire crédit à la fin du mois... »

Même pour ceux qui ont le temps et les informations nécessaires pour acheter « au meilleur prix », il semble bien que les comparaisons réalisées entre des grandes surfaces ou entre des petits commerçants soient plutôt aléatoires. La politique commerciale et la pratique des prix d'appel et des promotions rendent pratiquement impossible la détermination du meilleur point de vente. « L'objet vendu on s'en fout, explique un professionnel du marketing, ce qui compte, c'est le profit réalisé au mètre carré linéaire. » La tactique des professionnels de la vente est de « remuer » les prix en permanence. Les militants de la C.s.f. s'en sont rendu compte en procédant à des relevés de prix régulièrement : tel supermarché de Talence vend les yaourts les moins chers de la ville, mais les biscuits les plus chers. La même constatation a été faite d'un bout à l'autre de la France : il n'existe pas une chaîne ou un magasin qui soit constamment et sur tous les produits moins cher que ses concurrents !

D'autres techniques permettent de faire passer la pilule de l'inflation : les soldes par exemple sont devenues pratiquement partout un piège à gogos. De plus en plus, elles ne sont pas des fins de séries démarquées, mais des vêtements de moindre qualité fabriqués sur commande. Il y a des maisons de confection qui ne fabriquent que des soldes et des commerçants spécialisés dans la solde permanente...

Face aux techniques sophistiquées du marketing commercial et au pouvoir économique des producteurs, les consommateurs isolés, même « informés », ne peuvent guère faire le poids. Certes, des campagnes de boycott peuvent être efficaces : le boycott du veau, lancé par l'Union fédérale des consommateurs et largement relayé par les médias, en a fait la démonstration. Mais ces victoires ponctuelles des consommateurs ne remettent guère en cause les injustices dans l'accès à la consommation qui résultent du système économique actuel... « Il faut sortir du mythe du consumérisme et de l'autodéfense individuelle, affirme Marcel Viaud de la C.s.f. La protection des consommateurs passe par une action collective mais aussi par un retour à une réglementation des prix : les consommateurs ne peuvent se substituer à des contrôleurs qui ont pour fonction de veiller à l'application des lois. » Sous Giscard, deux cents emplois de fonctionnaires chargés du contrôle des prix ont été supprimés. C'est logique : plus de réglementation, plus de contrôle... Avec deux autres organisations de consommateurs, la C.s.f. réclame des conventions collectives de la consommation. Ces conventions seraient négociées branche par branche entre les organisations représentatives et le patronat. Elles porteraient non pas sur les prix mais sur la qualité des produits (durabilité, service après-vente, conception, utilité sociale, etc.). L'application de ces conventions collectives serait garantie par une loi. « Nous savons que cette proposition n'a aucune chance d'aboutir avec le pouvoir actuel, explique Jean-Claude Jacquet, mais nous avons un espoir que cela change après les élections ! »

C.G.T.

Le bateau ivre

Une machine grippée, l'hémorragie des effectifs, la fuite en avant des dirigeants, le splendide isolement face aux "réformistes", où va la C.g.t. ?

PAR MICHELE KESPI

ILS sont aujourd'hui des milliers à refuser la ligne adoptée par la direction de la C.g.t. Ils le disent publiquement, signent des textes : militants isolés ou syndicats entiers contestent la prise de position de leur syndicat pour l'élection présidentielle, accusent les dirigeants cégétistes de « coller » sans réserve aux thèses communistes, de se servir de l'organisation pour appeler à voter Marchais.

« Jamais, dit l'un d'eux, nous n'avons connu de crise aussi forte. Même au moment de la Hongrie. » Pourtant, la C.g.t. avait été, à l'époque, fort secouée. 1956 : les troupes soviétiques envahissent Budapest. Le P.c.f. approuve l'intervention. La C.g.t. s'apprête à en faire autant : certains syndicats, comme la métallurgie, sont pour. D'autres, en revanche, ne supportent pas cette ingérence : ils demandent à la direction de la C.g.t. d'ouvrir un débat avant de prendre position officiellement. Ils obtiennent satisfaction. Prenant en compte les divers points de vue, le bureau confédéral décide de ne pas porter de jugement et laisse à ses organisations la liberté de s'exprimer comme elles l'entendent. Vingt-cinq ans plus tard, l'invasion de l'Afghanistan sera approuvée par la C.g.t., malgré l'opposition de certains. Mais, au moins, y a-t-il eu des débats.

Aujourd'hui, plus question de débattre avant d'emboîter le pas du P.c. lorsqu'il s'agit de définir l'attitude du syndicat dans la campagne présidentielle. Pas question non plus d'ouvrir les colonnes de la presse confédérale — comme le prévoyait les orientations du 40e congrès, ce fameux congrès de l'« ouverture », vieux à peine de deux ans — aux « contestataires ». Alors, pour ceux qui ne sont pas d'accord, une seule solution : s'exprimer ailleurs.

C'est ce qu'ont fait, le 1er avril dernier, lors d'une conférence de presse, des opposants à la ligne Krasucki-Séguy. Les quatre porte-parole qui contestent l'alignement sur le programme électoral du seul candidat du P.c. viennent d'horizons différents : Pierre Feuilly, membre de la commission exécutive de la C.g.t., est socialiste ; Pierre Godard, du syndicat des employés communaux de Marseille, est trotskyste ; Pascal Nurnberg, du syndicat des correcteurs, est anarcho-syndicaliste et Alain Chenu, secrétaire du syndicat de la marine marchande au Havre, est un ex-communiste. Difficile donc de voir dans ces représentants de l'opposition interne cégétiste les organisateurs d'une tendance, les meneurs d'une activité scissioniste ! Ils demandent simplement, dans un texte daté du 31 mars, que, pour l'élection présidentielle, la C.g.t. s'abstienne « de faire campagne pour un parti ou pour quelque candidat que ce soit ». Ils s'élèvent contre une orientation « monolithique » qui « suscite un profond malaise... Le caractère pluraliste de la C.g.t. est menacé... »

Plus de 5000 à avoir pris position

Les quelque 50 000 signataires cégétistes de la pétition « Union dans les luttes » (qui a recueilli près de 160 000 signatures) ont des exigences semblables. « Il n'est plus possible de débattre à l'intérieur de la C.g.t., explique l'un d'eux, car la direction capte l'organisation, la conserve à son profit dans un but partisan. On en arrive à des consignes de votes explicites, avec l'utilisation du sigle C.g.t., à des appels collectifs de responsables, à des listes de militants qui appellent, au nom du syndicat, à voter pour le candidat d'un parti. » Et René Buhl, membre du Bureau confédéral jusqu'en décembre dernier, n'hésite pas à déclarer à l'hebdomadaire « le Point » : « C'est la démonstration d'un mouvement qui se développe contre les orientations actuelles de la direction confédérale. » Ernest Deiss, trésorier de la C.g.t., non communiste, a regretté, dans les colonnes de « Témoignage chrétien », « le procès d'intention » à l'égard des signataires de la pétition, ajoutant : « Pour moi, ces 160 000 travailleurs signataires ne peuvent pas se tromper tous et en même temps... »

D'autres militants, eux, signent des textes inspirés de l'appel du 12 février, où des cégétistes de Marseille, Aix et Toulon disent : « La C.g.t. doit tout faire pour que Giscard soit battu... chaque jour qui passe sans prise de position claire du premier syndicat du pays est un jour de répit pour Giscard. » Ils sont plus de 5 000 à avoir pris ainsi position. Là encore, difficile de voir en eux une minorité aux menées fractionnelles. Venus d'horizons politiques différentes, de régions et de secteurs d'activité variés, intellectuels ou ouvriers, ils n'ont en commun qu'un seul désir : que la C.g.t. ne redevienne pas la courroie de transmission du parti.

En Seine-Maritime, la moitié de l'Union départementale, dont deux secrétaires et le secrétaire général du syndicat ouvrier de Renault-Sandouville, Louis Gehin, membre du P.c. et prêtre ouvrier, ont écrit une lettre publique à la direction. « Les décisions du comité confédéral national des 2 et 3 décembre » (il s'agit de l'élection présidentielle) « ont été prises sans s'appuyer sur un large débat démocratique, en dépit des engagements du 40e congrès, le rôle des organisations se bornant à justifier, à posteriori, le C.c.n.... L'accent mis systématiquement sur les points de convergence avec le programme d'un parti, le P.c. aboutit dans les faits à une prise de position partisane ».

A la fédération des impôts, 45 % des adhérents ont déploré, aussi, l'absence de débat. A Nemours, la totalité des cégétistes de l'entreprise « Quartz et Silice » protestent. A Marseille, à Toulon, on trouve des contestataires aussi bien dans les chantiers de réparation navale qu'à l'arsenal ou chez les éboueurs. Dans les treize usines Dassault, 500 militants, dont de nombreux élus, ont signé un texte critiquant sévèrement l'orientation confédérale. A Rennes, le plus gros syndicat de l'Union départementale, celui des employés communaux, a fait de même. La fédération des marins (plus de 10 000 adhérents) a appelé les travailleurs « à voter selon leur conscience en respectant les traditions du mouvement ouvrier ». A Boulogne, Calais, Arras, 400 signataires viennent de la métallurgie ou de la réparation navale. Des exemples parmi d'autres.

Dans ce flot de réactions, on ne trouve pas que des opposants à la ligne confédérale ; simplement, des gens attachés à leur syndicat sont de plus en plus nombreux à ne pas être d'accord sur tout. Et à le dire. Certains syndicats, par exemple, adoptent des textes non critiques, mais ne reprenant pas les positions confédérales : ils se démarquent en les passant sous silence. Ailleurs, là où l'appareil est solidement tenu en main par des cégétistes dans la ligne, la contestation évidemment s'exprime moins. Mais elle existe et on sait que des débats sont ouverts dans les P.t.t., le secteur hospitalier ou l'E.d.f. Et puis, çà et là, des incidents montrent le mécontentement grandissant de la base. A Lorient, le 26 mars, journée de grève dans la fonction publique : au cours du meeting, le secrétaire général de l'union départementale du Morbihan attaque violemment François Mitterrand. Un responsable C.g.t. de l'arsenal part ostensiblement en disant : « On est venu assister à une manifestation syndicale et non au meeting d'un parti politique. » Cent cinquante personnes sortent avec lui...

La gageure du 40ème congrès n'a pu être tenue

Cette crise qui éclate au grand jour couve en fait depuis longtemps. L'ouverture prônée par le 40e congrès a duré l'espace d'un printemps. Déjà, en octobre 1979, Séguy prenait nommément à parti les socialistes de la C.g.t. lors d'une réunion d'une instance dirigeante du P.c. « La mise en œuvre du 40e congrès est en question depuis deux ans, estime un responsable cégétiste. La remise à l'ordre du jour de l'ouverture, de la diversité, de la nécessité de débattre à tous les niveaux, tout ce qui constituait la ligne directrice de Grenoble a été abandonné. La volonté d'indépendance syndicale a été oubliée. Alors qu'aujourd'hui nous avons sous les yeux l'exemple concret de la Pologne, qui est là pour montrer combien les travailleurs sont concernés par tout ce qui se passe dans leur pays, la direction ferme les portes... et les yeux ». La gageure du 40e congrès — se hisser au-dessus des problèmes politiques qui déchirent la gauche — n'a pu être tenue.

Voilà la C.g.t. engagée dans une voie dangereuse. En voulant « dicter leur vote » à ses syndiqués, elle fait, dit l'un d'eux, « preuve de mépris à l'égard des travailleurs. On avait tiré des enseignements de la bataille pour le programme commun et décidé que la C.g.t. devait avoir une démarche de caractère syndical. On assiste, à l'inverse, à une mainmise politique ». Et de même que le mécontentement grandit, l'audience de la C.g.t. s'affaiblit. Pierre Feuilly estime que, depuis 1976, le nombre des adhérents est passé de 2 400 000 à 1 200 000. Et, en 1979 comme en 1980, la C.g.t. a perdu chaque année 20 % de ses effectifs. Ce n'est plus une baisse, c'est une hémorragie.

Mensonges, rétorquent les dirigeants confédéraux. Prenant la parole à Clermont-Ferrand, le 2 avril, Georges Séguy a déclaré ces chiffres « faux ». Il estime, lui, le nombre des adhérents à 2 500 000 et ne connaît, comme contestataires, « que cinq membres de la commission exécutive, quatre ou cinq syndicats pas très importants, et en tout cas, aucun syndicat ouvrier, et une trentaine de lettres portant cinq ou six signatures » ! Et voilà que ressortent les thèses du complot. Georges Séguy, qui avait tenu à bout de bras le 40e congrès, contre Henri Krasucki, est aujourd'hui plus dur encore que ce dernier. Pour lui, il s'agit de marginaliser les opposants en les faisant passer pour des scissionnistes manipulés par des partis politiques. « A tous les réactionnaires qui nous haïssent, à Edmond Maire qui nous insulte, aux pétitionnaires d'Union dans les luttes de plus en plus récupérés et manipulés ouvertement par les gauchistes, aux quelques éléments qui, pour le compte de leur parti, s'organisent en tendance et se livrent à une activité de sape au sein même de la C.g.t., nous disons calmement et fièrement : vous perdez votre temps. » (la Mutualité, 17 mars)... Clermont-Ferrand, 1er avril : l'anticommunisme, « pour nous, c'est une perversion aussi détestable et dangereuse que le racisme ou l'antisémitisme. Ceux qui, du dedans de la C.g.t., apportent leur contribution à cette entreprise de désagrégation, font des conférences de presse en commun où, en tant que socialistes, trotskystes, anarchistes, ils dénigrent la direction confédérale, seront sévèrement jugés par les travailleurs ».

Technique éprouvée de l'amalgame, de l'anathème et de la trahison. Georges Séguy est revenu à de vieux démons : certains ont cru jusqu'au bout qu'il resterait syndicaliste avant d'être communiste. Ils se sont trompés. Au comité confédéral national de juin, Georges Séguy a livré sa dernière bataille. On y débattait de l'unité avec les autres organisations. Le clan dur défendait une idée qui, appliquée, fera des ravages dans le syndicalisme : la C.g.t. n'a rien à faire avec les organisations réformistes (traduire : sont réformistes tous les autres syndicats). Il n'est même pas possible d'agir avec la C.f.d.t., car on rabaisse ainsi le niveau des revendications, etc. A la surprise des participants, Séguy s'était violemment élevé contre cette conception étroite et il avait souligné les dangers d'isolement pour la C.g.t., les risques d'affaiblissement de l'action pour le mouvement syndical. « Ce fut, dit un témoin, son dernier coup d'éclat »...

Une machine grippée, l'hémorragie des effectifs, la fuite en avant des dirigeants, le splendide isolement face aux « réformistes et aux réactionnaires de tout poil », où va la C.g.t. ?

Il y a cinq ans, chez Renault au Mans, le syndicat avait perdu 4 ou 5 % aux élections. La C.g.t. avait fait faire un sondage parmi les adhérents pour connaître les motifs de cette désaffection. Déjà, à l'époque, les réponses étaient claires : la C.g.t. était jugée trop communiste, pas assez démocratique et trop préoccupée de politique. Mais elle s'occupait bien des revendications. Les travailleurs du Mans et les autres diraient-ils encore cela aujourd'hui ? Bien des dirigeants continuent à croire que la C.g.t. est la seule organisation présente sur le terrain et ils s'appuient sur cette certitude pour penser que cela suffira à retenir les militants. Les débats animés de la dernière commission exécutive avant les élections, le 7 avril, ont montré que ce bel optimisme n'était pas unanime et que la crise existait bel et bien. L'affrontement est public, la première centrale ouvrière française est déchirée. Un « minoritaire » constate le refus d'un compromis pour diriger l'organisation : « La C.g.t., déplore-t-il, n'a pas l'habitude de vivre dans la conflictualité ». Ses dirigeants ne semblent pas, non plus, en avoir la volonté, ni même l'ombre d'un désir... ●

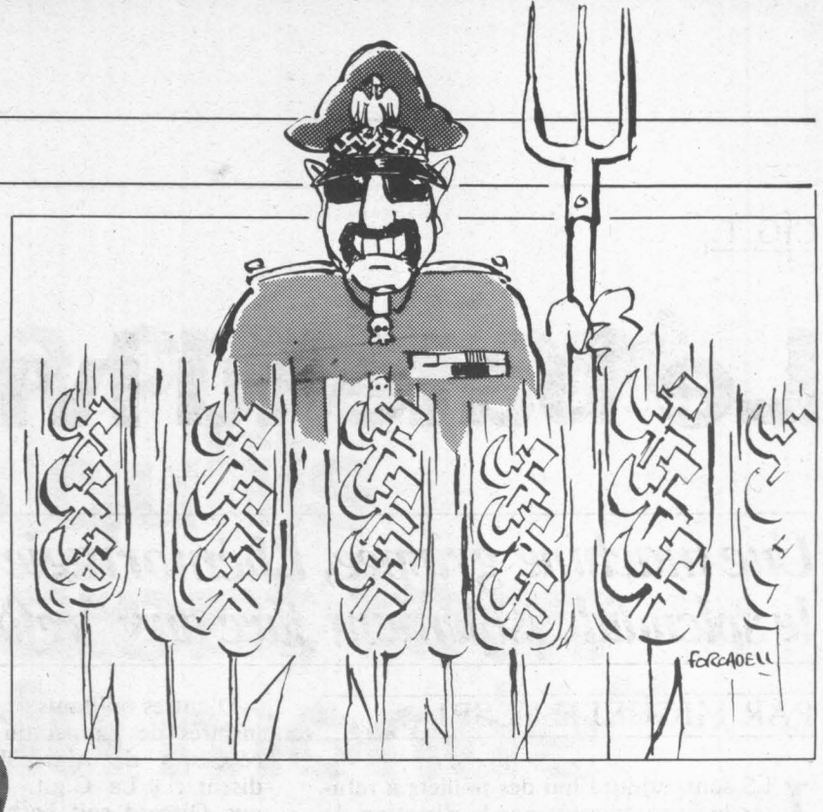


Sygma

Henri Krasuki.

AMERIQUE LATINE

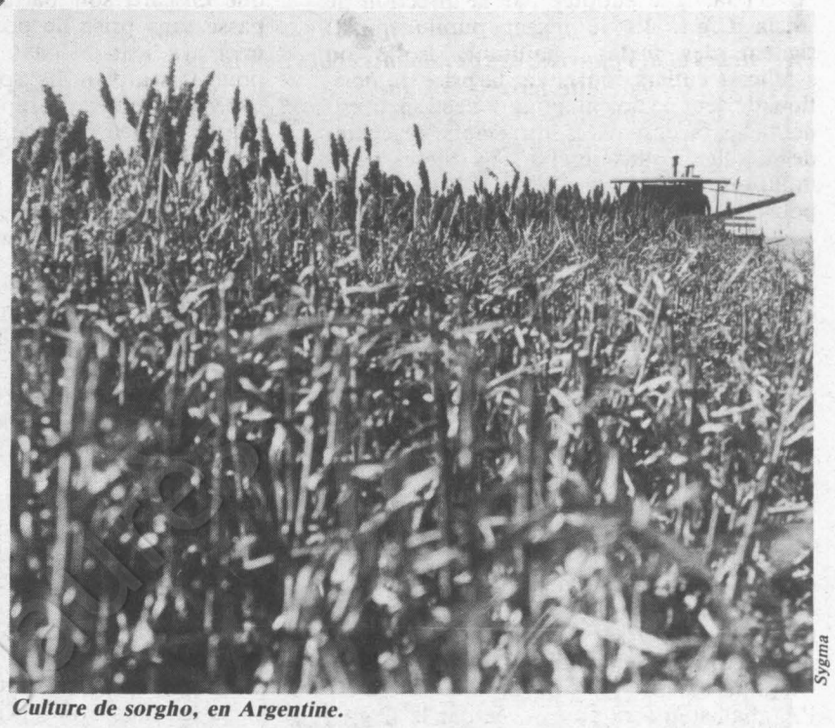
Le meilleur partenaire de l'Argentine





Sipa-presse

Passation de pouvoirs entre les généraux Videla et Viola.



Sygma

Culture de sorgho, en Argentine.

L'Union soviétique, meilleur client de l'Argentine depuis l'embargo céréalier décidé par Carter, multiplie les gestes pour renforcer ses liens avec la sanglante dictature militaire

PAR ANTOINE BLANCA

LE général Roberto Viola s'est installé dimanche 29 mars à la Casa Rosada, le palais présidentiel de Buenos-Aires. Austère cérémonie toute militaire. Style ouvrez et fermez le ban. Un général succède à un général désigné par ses pairs.

On se serait peut-être attendu à un autre scénario et des optimistes espéraient une certaine ouverture. N'avait-on pas constitué dans cet esprit le nouveau cabinet où technicien et politiciens de droite ont un léger avantage sur les militaires ? N'avait-on pas annoncé pour ce mois d'avril la réunion d'une commission chargée de rédiger un statut des partis politiques ? Le règne de Viola serait-il une étape vers le retour à une vie démocratique ? Tout au moins l'amorce d'une évolution à la brésilienne ?

Rien ne permet, il faut bien le dire, de le penser. En effet si le nouveau chef de l'Argentine a qualifié les partis politiques d'« organisations indispensables au fonctionnement plein et entier de la démocratie », s'il s'est déclaré disposé au dialogue avec tous les secteurs de la société à l'exclusion des « corrompus et des subversifs », il s'est empressé de souligner :« Je ne suis pas là pour liquider le processus engagé il y a cinq ans par les forces armées et je veillerai à ce que demeurent intacts tous ses objectifs. » Il est ainsi apparu clairement qu'au terme de son mandat, en 1984, un autre militaire désigné par ses pairs devrait lui succéder. A lui, peut-être, de préparer une loi électorale. Au mieux Viola va-t-il entrouvrir quelques portes et, s'il le peut, jeter les bases d'un grand parti conservateur. Mais l'armée, qui agit elle-même comme un parti aujourd'hui tout-puissant, demeure le maître du jeu.

Viola, s'il venait d'ailleurs à manifester la moindre velléité de libéralisme, sait qu'il se trouve sous surveillance étroite. Le plus méfiant à son égard, son plus dangereux adversaire est l'homme qui monte dans les milieux militaires. Commandant le 1er corps d'armée, idéologue d'extrême-droite et partisan d'un état corporatiste, le général Bussi s'était opposé à la désignation de Roberto Viola. Celui qui conduisit dans la province de Tucuman la plus sanguinaire des répressions que l'on puisse imaginer ne paraît pas avoir renoncé à faire prévaloir ses vues. Dans ces conditions la voie est étroite, même pour établir le système de « dictature modérée » cher à la nouvelle administration américaine.

De toute manière le nouvel hôte de la Casa Rosada n'a pas eu un mot pour les milliers de disparus, des torturés, des assassinés par la junte dont il était l'un des responsables. Un voile impudique est jeté sur cet aspect d'un régime à jamais déshonoré par ces crimes sans nom. Dans des moments de cynique sincérité on impute ces disparitions et ces morts à une hypothétique guerre civile voulue par la « subversion du marxisme international », en ajoutant : « Avez-vous connu une guerre sans victimes, même innocentes ? » Cette explication suffit apparemment à assurer la tranquillité et le sommeil des militaires argentins. Comme l'ont écrit les femmes de la Place de Mai : « Le silence n'est pas une réponse et le temps ne fermera pas les blessures. »

Mais le régime militaire c'est aussi le plus retentissant des échecs économiques qu'ait connus l'Argentine. Pourtant, pendant les cinq années qui ont suivi le coup d'Etat, tous pouvoirs en la matière ont été donnés au « meilleur économiste » du pays, José Martinez de Hoz. Les forces armées ne lui ont jamais ménagé leur appui. Super-ministre de l'Economie, il avait désigné les maux dont souffrait le pays : l'inflation et l'agitation sociale. Cette dernière a été, comme on sait, impitoyablement réprimée, les syndicats ayant été placés sous contrôle militaire. Quant à l'inflation elle a été en 1980 de l'ordre de 90%. Ce qui n'est pas un triomphe même si en 1976 il héritait d'un taux à trois chiffres.

Une situation économique catastrophique

Martinez de Hoz avait souligné aussi l'instabilité des gouvernements, les ministres n'ayant jamais le temps de conduire un plan jusqu'au bout. Qu'on lui garantisse la durée et on verrait. « Je vais transformer une économie de spéculation en une économie de production », déclara-t-il à la radio et à la télévision. Résultat : alors que rien n'a été fait pour l'équipement industriel, la dette extérieure est de l'ordre de trente milliards de dollars, neuf devant être payés cette année en capital et intérêts, davantage que le montant total des exportations ; les réserves monétaires ont chuté à un rythme accéléré au point d'être aujourd'hui pratiquement inexistantes : malgré une première dévaluation de 10% le peso va sans doute, ces jours, perdre officiellement 30 à 40% de sa valeur par rapport au dollar ; la croissance a été nulle et les faillites innombrables, la plus spectaculaire étant celle du plus grand holding industriel du pays, Sasetru, avec un passif de un milliard de dollars.

C'est de cette situation qu'hérite le nouveau dictateur argentin. On peut comprendre qu'il ait fait en sorte qu'elle soit bien mise en évidence avant son installation en dépit des efforts de Martinez de Hoz pour retarder cette publicité. Viola s'en est entretenu avec Reagan deux semaines avant son installation à la présidence. Il a aussitôt obtenu, outre la fin de l'embargo sur les livraisons d'armes, un certain nombre de promesses qui mettent fin à une période critique inaugurée par Carter quand ce dernier reprochait aux militaires argentins de piétiner les plus élémentaires droits de l'homme. Viola a obtenu une absolution complète en échange de laquelle il a publiquement apporté le soutien de son futur gouvernement à la junte du Salvador. La Maison-Blanche en a été très satisfaite au point de ne pas reprocher à la dictature argentine ses relations commerciales exceptionnelles avec l'U.R.S.S. et le bloc de l'Est. En particulier de ne pas participer à l'embargo sur les céréales.

Or l'Argentine a permis à l'U.r.s.s. de ne pas souffrir de cet embargo décrété par les Etats-Unis après l'invasion de l'Afghanistan. Elle est en effet devenue le principal fournisseur de l'Union soviétique, à qui elle vendra cette année au moins quatorze millions de tonnes de céréales (blé, sorgho, maïs, soja) dépassant et de très loin les termes de l'accord quinquennal signé l'an dernier entre les deux pays. Avant que l'embargo ne fût décidé, le volume des exportations vers l'Union soviétique n'avait jamais excédé les 2,75 millions de tonnes.

Dans le domaine de l'énergie les relations ne sont pas moins importantes. Ainsi l'Argentine a négocié l'achat, en janvier 1981, de cent kilos d'uranium enrichi et acheté cinq tonnes d'eau lourde, à 20 % ; et dans le domaine hydro-électrique l'U.r.s.s. a fourni les turbines pour le complexe de Bahia Blanca et étudie la viabilité d'un gigantesque projet sur le Parana. De même l'Argentine a acheté aux Soviétiques deux fours pour la fusion des métaux spéciaux utilisés pour la fabrication des conteneurs destinés aux combustibles nucléaires.

Au cours des neuf premiers mois de 1980 les échanges avec les Soviétiques ont laissé à l'Argentine un solde favorable de 1,22 milliards de dollars, les exportations de ce dernier pays vers l'U.r.s.s. ayant crû dans la proportion de 350% pendant cette période par rapport à l'année précédente.

L'Union soviétique multiplie les gestes pour renforcer ses liens avec l'Argentine. Ainsi les gouvernements de l'Est ont-ils été parmi les très rares à reconnaître le régime issu du coup d'Etat militaire en Bolivie, dont les dirigeants sont les protégés de Buenos Aires. Par ailleurs l'U.r.s.s. envoie sans cesse des tournées de ses meilleurs orchestres, ballets, cirques et autres troupes à caractère culturel.

On ne peut s'empêcher de rapprocher ces relations en apparence contre nature avec la réticence manifestée en permanence par la direction du Parti communiste français à participer activement à la dénonciation des crimes de la junte de Videla. Et cela en dépit du malaise que cette attitude d'appui indirect aux dictateurs argentins a créé parmi un grand nombre de militants de ce parti, aucune explication valable n'ayant jamais été donnée.

Il reste que le fort développement des relations commerciales avec les pays de l'Est de l'Europe n'a pas empêché la débâcle globale de l'économie argentine et les militaires vont s'efforcer d'obtenir une renégociation de la dette. L'échec s'ajoute aux crimes. Echec d'autant plus cuisant que quatre des cinq dernières récoltes ont été extraordinaires et que celle de cette année va dépasser les prévisions les plus optimistes.

Mais que les finances et l'économie du pays soient au-dessous de tout, que les faillites en série et l'incapacité à redonner vie à l'industrie aient fait augmenter de manière inquiétante le nombre de chômeurs tandis que le niveau de vie diminuait de 50% pour les travailleurs n'empêche pas les militaires de vouloir à tout prix conserver le contrôle de l'Etat. C'est que pour la majorité des officiers supérieurs la corruption est devenue un lieu commun et il leur paraît tout à fait naturel de ne pas se contenter d'un pouvoir transitoire. L'armée argentine rêve de se perpétuer au pouvoir, quand le jour sera venu, par la grâce du suffrage universel même !

D'où les grandes manœuvres pour récupérer une partie au moins des dépouilles du virtuel électorat péroniste ; et il n'est pas étonnant que dans les casernes on caresse le rêve de créer un mouvement similaire par son rôle hégémonique au justicialisme regroupant la droite, le centre et même une certaine gauche de tendance populiste.

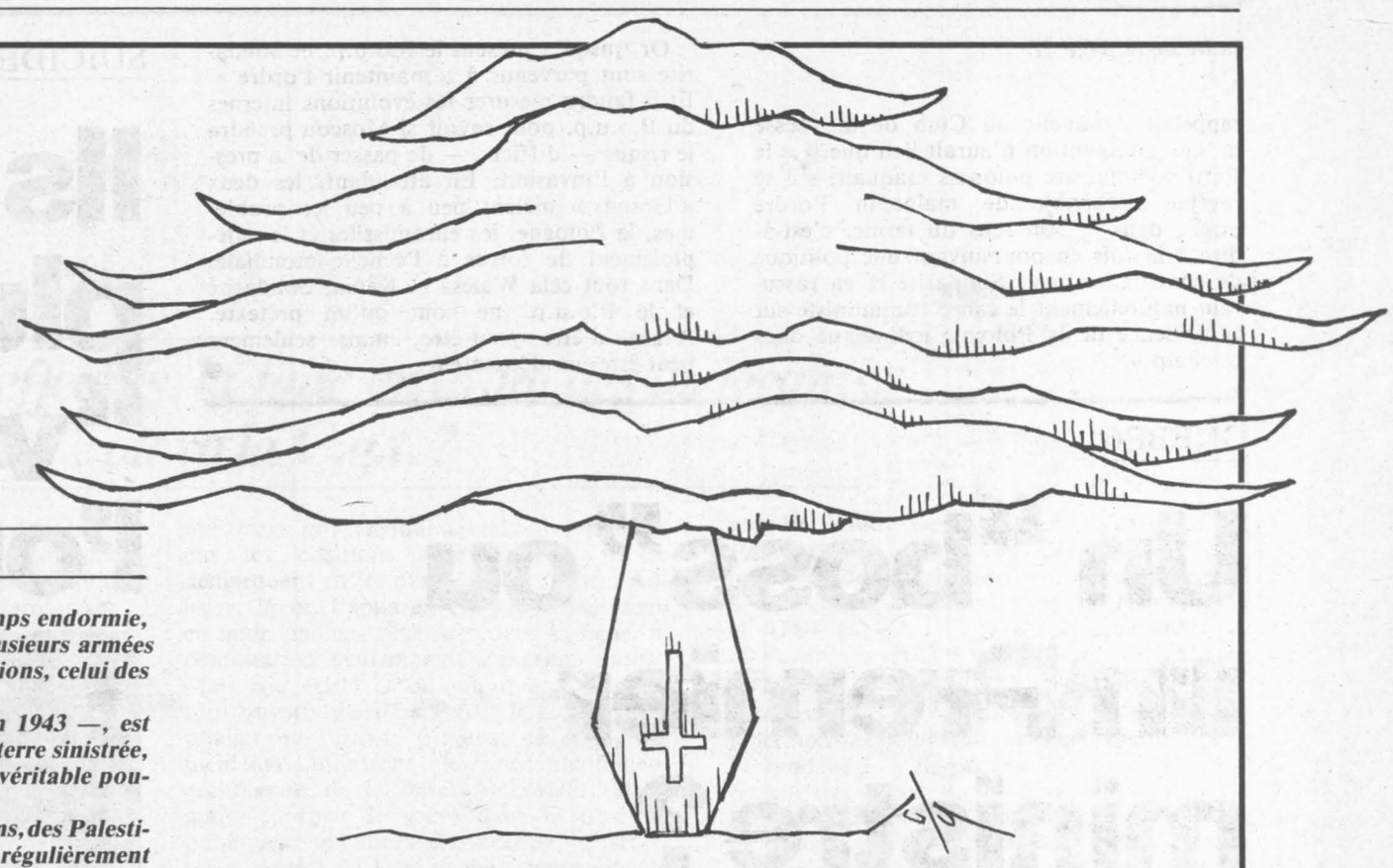
Le péronisme officiel quant à lui sombre peu à peu, et l'ex-présidente Isabelita ne parvient pas à se créer une image de martyre en dépit de son maintien, tout provisoire d'ailleurs, dans une vaste cage dorée. Car c'est vrai qu'entre autres choses elle a pillé des biens sociaux pour payer les droits de succession de son illustre époux. C'est sous sa présidence que fut décrété l'état de siège toujours en vigueur. C'est son homme de confiance (son maître à penser), le mage José Lopez Rega, fasciste notoire, qui créa la Triple A qui a tant d'assassinats à son actif. Quel militaire aujourd'hui au pouvoir a d'ailleurs cherché à savoir les tenants et les aboutissants des gigantesques tripatouillages de toutes sortes que le tout-puissant ami d'Isabelita a combinés ?

Reste le peuple argentin, avec ses syndicalistes authentiques, ses démocrates déterminés. Des tentatives de rassemblement s'esquissent, des dialogues s'amorcent. Timidement. Chacun sort comme assommé des années noires qui ont précédé et suivi le coup d'Etat de mars 1976. Les travailleurs, qui, en majorité, faisaient confiance au péronisme pour des raisons diverses et complexes, cherchent aujourd'hui une voie nouvelle pour l'instauration d'une société éliminant le militarisme et établissant des structures qui rendent possible un avenir de justice et de progrès social — dans la liberté —. Les maîtres d'aujourd'hui en dépit de leurs efforts ne sont pas parvenus à extirper les profondes racines de la culture argentine, l'une des plus riches du continent. ●

LIBAN

Des morts utiles à tout le monde

PAR GUY PERRIMOND



BEYROUTH coupée en deux. Zahlé, cette petite ville qui fut trop longtemps endormie, bombardée. Puis le total des morts et des blessés, l'affrontement de plusieurs armées « privées », nationales ou internationales, le heurt des ethnies et des religions, celui des riches et des pauvres, des dominants et des dominés.

Le Liban, cette terre historique et cet Etat récent — créé par la France en 1943 —, est plongé depuis plusieurs années dans une série d'affrontements qui en font une terre sinistrée, où le pouvoir semble au bout du fusil mais où il y a trop de fusils pour qu'un véritable pouvoir existe.

Les grandes forces en présence sont connues : celles des chrétiens, des Syriens, des Palestiniens, celle de l'Etat libanais plus quelques autres. En bref, une poudrière qui régulièrement explose. Selon les stratégies, les provocations des uns ou des autres, les événements internationaux. Difficile, cas par cas, de dire qui a commencé !

Mais les lignes de force sont connues. Les « forces chrétiennes » ont voulu tout à la fois conserver leurs privilèges, casser le mouvement progressiste, refouler les Palestiniens. En un mot conserver le « Liban de papa ». Les Palestiniens, silencieux mais présents, tiennent à préserver leur liberté de manœuvre, le contrôle de leurs camps, de leurs troupes. Car il n'y a qu'au Liban qu'ils disposent d'une telle facilité. Les Syriens, eux, qui n'ont jamais admis que le Liban, dans ses frontières actuelles, existe — il n'y a jamais eu d'ambassadeur syrien à Beyrouth ni libanais à Damas —, tentent de contrôler une terre que certains d'entre eux voudraient annexer. Et, au passage, museler les Palestiniens comme ils ont réussi à le faire chez eux. Les Israéliens eux, sont partagés. Il y a les partisans d'une intervention massive, ceux qui souhaitent liquider l'abcès de fixation palestinien pour se retrouver face aux Syriens, c'est-à-dire à une armée et un Etat constitués. Puis il y a ceux qui pensent qu'une aide aux phalanges chrétiennes est suffisante pour occuper les « ennemis du Nord ».

Alexander Haig, en tournée dans la région, considère que les combats du Liban ne sont qu'une « flambée locale ». Préoccupé par « le danger soviétique », son problème n'est pas un cessez-le-feu ou une initiative pour que le Liban s'insère dans un processus de paix nécessaire au Proche-Orient, mais plus simplement de laisser fleurir les tensions, même locales, si elles peuvent tôt ou tard justifier la politique de la nouvelle administration américaine. Les morts de Zahlé et de Beyrouth sont donc utilisés par tout le monde. En particulier par les phalangistes — dont la responsabilité directe est réelle dans l'implosion du Liban —, qui les utilisent pour appeler à l'aide.

Les Syriens, qui ne veulent pas s'engager dans une véritable guerre de contrôle, ont choisi d'utiliser leur matériel plutôt que leurs hommes, les canons avant les fantassins. Ce qui explique en partie les pertes dans la population civile. La disproportion de la riposte syrienne est à noter : quelle qu'ait pu être la « provocation » qui est à la base du bombardement de Zahlé, l'utilisation d'armes lourdes ne peut qu'aviver les passions dans ce pays où il devient difficile de raisonner et d'espérer voir l'Etat retrouver assez d'autorité pour, lui seul, imposer un cessez-le-feu.

Un exemple : l'armée libanaise est placée normalement sous les ordres du président de la République, Elias Sarkis. Elle se bat, aujourd'hui, contre les Syriens de la force de dissuasion, commandés par le président Sarkis ! L'imbroglio est à son comble...

De même, au sud de Beyrouth, les Palestiniens et les forces chrétiennes du commandant Saad Haddad ont une autorité réelle sur le territoire que chacun contrôle. Et si les Palestiniens luttent contre Israël, Haddad, lui, entretient même sur le plan militaire les meilleures relations possible avec eux.

Une initiative est donc nécessaire pour briser l'engrenage de la guerre. Certes, la multitude des problèmes — ceux des Palestiniens, des Syriens, des Israéliens, puis enfin ceux des Libanais eux-mêmes — peut désespérer le négociateur le plus persévérant. Et pourtant, l'Egypte a bien fait la paix avec Israël ! Et la Syrie et la Jordanie ont établi avec Tel-Aviv — sans le reconnaître — une paix armée dont on aurait pu douter. Dès lors il n'est pas impossible d'espérer voir un Liban multiethnique et multireligieux naître des décombres actuels. Ce serait d'ailleurs une chance pour tous les pays de la région, un pont entre des cultures qui ne sont même plus rivales. ●

POLOGNE

Les pousse-au-crime à la Une

PAR GUY PERRIMOND

BREJNEV, Weinberger le ministre américain de la Défense, Husak le « patron » de la Tchécoslovaquie, une brochette de généraux, une bonne partie des journalistes occidentaux, la totalité de ceux des pays de l'Est, quelques banquiers. Voilà ce qui semble être la Pologne d'aujourd'hui, celle de l'actualité, des titres de journaux. Car la vraie Pologne, celle de la terre et des hommes, est calme. Certes, les débats y sont réels, dans le Parti communiste et à Solidarité, certes des négociations se poursuivent — à propos de Solidarité rurale par exemple — et la situation économique est toujours aussi mauvaise. Mais aucun événement concret ne vient justifier les titres des journaux, les flashes d'information.

Si ce n'est les voyages et les déclarations de Brejnev et de Weinberger, les petites phrases du pape et de Huzak, les manœuvres — devenues permanentes — organisées par les généraux du Pacte de Varsovie, les scénarios bâtis par les généraux du Pacte atlantique, les condamnations abruptes des journalistes des pays de l'Est et l'insistance mise sur le pire — une intervention militaire — par bon nombre de commentateurs occidentaux, pourquoi parlerait-on de la Pologne ? Les luttes quotidiennes, les difficultés de chaque jour ne font que rarement la Une des journaux.

Ce sont donc les aspects extérieurs du problème polonais qui aujourd'hui retiennent l'attention. Personne n'ignore, en effet, que la doctrine Brejnev — ce que l'on a appelé la souveraineté limitée — demeure une réalité. Il est donc toujours possible que l'Union soviétique ait à l'égard de la Pologne la même attitude qu'à l'égard de la Tchécoslovaquie en 1968 ou de la Hongrie en 1956. Mais ce n'est qu'une possibilité.

Pourquoi dépeindre le monde plus noir qu'il n'est ?

Et ne pas voir que, dans la confrontation verbale amorcée par Reagan, annoncée chaque matin — comme l'a fait, par exemple, Jean-Pierre Joulin sur Europe 1 —, l'imminence du danger c'est aider l'administration américaine à mettre en œuvre sa politique. En un mot, c'est contribuer à accroître la tension internationale ou, pour le moins, à dépeindre le monde plus noir qu'il n'est. Serait-il indécent de se demander pourquoi ?

D'autant qu'à Prague Leonid Brejnev s'est voulu conciliant. Sur la Pologne il a « présumé » que le P.o.u.p. pourrait contrôler la situation. Ce qui a été accueilli avec satisfaction à Varsovie. Et donne aux Polonais un peu plus de temps. Sur la détente, les euromissiles, il a renouvellé ses propositions. Sans être un pas en avant, cela ne peut pas être considéré comme un pas en arrière. Bref, alors que dimanche on annonçait que sa visite signifiait un durcissement, elle s'est soldée pour l'instant par un « espoir ».

Toujours est-il qu'avant un prochain rebondissement intérieur, la crise polonaise s'est aujourd'hui internationalisée : le combat pour la démocratisation d'une société est devenu un argument de politique extérieure, une part de l'enjeu global, de l'équilibre des forces, du bras de fer dont parlent les Américains. Chacun y va de son couplet et utilise toutes les « armes » de l'intimidation — les manœuvres Soyouz 81 —, de la pression et de la désinformation. Les Soviétiques, nous l'avons écrit depuis le début des tensions, n'interviendront que si une limite est franchie. François Mitterrand

(Suite en page 8)



Sygma

Le général Jaruzelski et Stanislas Kania présidant la séance plénière du Comité central du P.o.u.p.



(suite de la page 7)

rappelait dimanche au Club de la presse qu'une intervention n'aurait lieu que si « le Parti communiste polonais craquait, s'il se révélait incapable de maintenir l'ordre public dans le bon sens du terme, c'est-à-dire à la fois en poursuivant une politique de conciliation avec Solidarité et en rassurant naturellement le camp communiste sur la présence de la Pologne maintenue dans ce camp ».

Or, jusqu'à présent le P.o.u.p. et Solidarité sont parvenus à « maintenir l'ordre ». Et il faudra mesurer les évolutions internes du P.o.u.p. pour savoir si Moscou prendra le risque — difficile — de passer de la pression à l'invasion. En attendant, les deux « Grands » mêlent peu à peu les problèmes, la Pologne, les euromissiles et le redéploiement de forces à l'échelle mondiale. Dans tout cela Walesa et Kania, Solidarité et le P.o.u.p. ne sont qu'un prétexte. Avant d'être peut-être, mais seulement peut-être, un détonateur. ●

QUEBEC

Un "boss" ou un Premier ministre ?

Que vont faire les Québécois ? En 1976, ils avaient élu les partisans de l'indépendance. En 1980, ils avaient refusé l'indépendance. Sur quoi risque de déboucher cette valse-hésitation ?

PAR JEAN-PAUL LIEGEOIS

POUR la troisième fois en moins de cinq ans, les Québécois se trouvent devant un choix électoral « historique ». Le 15 novembre 1976, ils avaient porté au pouvoir le Parti québécois de René Lévesque, le parti des francophones et de l'indépendance. Le 20 mai 1980, par voie de référendum, ils avaient refusé de donner à René Lévesque le chèque en blanc qui lui aurait permis d'aller négocier à Ottawa avec Pierre-Eliott Trudeau, Premier ministre canadien, un statut de souveraineté-association pour le Québec. Le 13 avril prochain, dans quelques jours, René Lévesque remet son mandat en jeu, à l'occasion des élections provinciales.

Que vont faire les Québécois ? En 1976, ils avaient élu les partisans de l'indépendance. En 1980, ils avaient refusé l'indépendance. Sur quoi risque de déboucher cette valse-hésitation ? René Lévesque a-t-il une chance de se retrouver Premier ministre de la « Belle Province » au soir du 13 avril 1981 ? Les derniers sondages officiels, parus dans la presse de Montréal, le donnent gagnant : 44 % des intentions de vote pour le Parti québécois, contre 38 % pour le Parti libéral de Claude Ryan (le vainqueur du référendum de 1980) et 5 % pour l'Union nationale de Roch Lasalle. En 1976, le Parti québécois avait obtenu une large majorité numérique à l'Assemblée provinciale avec seulement 40 % des suffrages. Mais le système électoral n'est pas en lui-même une assurance : basé sur un scrutin uninominal à un tour, un score de 40-45 % des voix peut, selon sa répartition par comté (circonscription), donner au parti qui l'obtient quinze ou soixante-quinze sièges de députés ! Le 13 avril, le Parti québécois pourrait donc se retrouver devant cette situation paradoxale : une majorité quasi-absolue de voix à travers la province et seulement une vingtaine d'élus au Parlement... Alors ?

Les atouts de Lévesque

Pour l'emporter, le Parti québécois a plus d'un atout dans son jeu. D'abord, il est en progression constante depuis sa création : 6 % des voix en 1966, 23 % en 1970, 31 % en 1973, 40 % en 1976 et probablement 45 % en 1981. Ensuite, après cinq années d'exercice du pouvoir, le gouvernement de René Lévesque connaît un indice de satisfaction sans égal dans le monde occidental : 60 % des Québécois s'affirment d'accord avec la politique sociale et linguistique de René Lévesque ; de quoi faire rêver un Giscard d'Estaing. Autre indice favorable : le cote personnelle de René Lévesque, au cours des cinq dernières années, n'est jamais descendue en-dessous de 50 %. De plus, le nouveau programme électoral de Lévesque, axé autour du chômage, de la politique familiale et de la défense des droits du Québec, est le seul qui réponde aux préoccupations actuelles des Québécois : 64 % d'entre eux sont d'abord préoccupés par les questions économiques, contre 17 % qui se passionnent pour les questions constitutionnelles (indépendance du Québec et rapatriement de la Constitution canadienne). Enfin, le Parti québécois est incontestablement le parti le plus populaire du Québec : en trois semaines, il vient de recueillir trente-huit mille nouvelles adhésions, dépassant désormais les trois cent mille militants pour une population de six millions d'habitants ; dans le même délai, il a publiquement ramassé près de trois millions et demi de dollars de souscription, somme que les libéraux ont mis cinq mois à recueillir.

La droite et la gauche comme en France

En clair, les Québécois n'ont pas peur de la couleur « social-démocrate » du Parti québécois. Par contre, ils ne sont pas mûrs pour l'indépendance. René Lévesque en a tiré les conclusions : il s'est engagé, s'il est réélu, à ne pas reposer la question de l'indépendance pendant toute la durée de son nouveau mandat. Promesse inspirée par la lucidité et qui devrait lui permettre de se voir confirmé dans ses fonctions de Premier ministre. S'il l'est, il le devra également en partie à son adversaire libéral : Claude Ryan n'a aucun programme social et il propose de revenir en arrière sur de nombreuses lois promulguées par le Parti québécois (notamment sur la loi 101 établissant le français comme langue officielle du Québec). Seul désavantage pour le Parti québécois : les deux principales chaînes de télévision du Québec sont actuellement en grève et la campagne électorale s'est pour l'essentiel déroulée à la radio ; or, à l'image, le chaleureux Lévesque passe cent fois mieux que le triste Ryan...

Bref, au Québec comme en France, le choix proposé aux électeurs se situe entre la gauche et la droite, entre le progrès social et la réaction bon teint. En Amérique du Nord, après l'élection de Ronald Reagan, ce ne serait peut-être pas inutile que l'élection de René Lévesque vienne faire contrepoids... Les Québécois sont tout à fait conscients de cet aspect du scrutin du 13 avril 1981. Tout comme ils savent que, si Lévesque était battu, la politique du Québec se ferait à Ottawa, donc à Washington. Claude Ryan, dans un lapsus significatif, n'a-t-il pas récemment appelé Pierre Eliott Trudeau « boss » (patron) ? Lundi prochain, les Québécois ont à nouveau rendez-vous avec l'Histoire : ils choisiront entre un « boss » et un Premier ministre. Ce n'est pas tout à fait la même chose... ●

SUICIDES

Ils ne croyaient plus qu'ils "valaient tout l'or du monde"



L'enterrement d'Anne-Monique, la semaine dernière à Sète. Sygma

PAR FREDERIQUE DE GRAVELAINE

DEPUIS le début de l'année, la presse a parlé de cinq suicides de jeunes chômeurs. La semaine dernière, c'est Anne-Monique, vingt-trois ans, qui s'est tiré une balle dans la tête en regardant la mer, à Sète. Jolie, dynamique, entourée d'amis, militante à la J.o.c. (Jeunesse ouvrière chrétienne). Mais au chômage depuis dix-huit mois. Anne-Monique a demandé « une belle messe » et cette devise sur sa tombe : « Un jeune travailleur vaut plus que tout l'or du monde. »

C'est dur de parler de suicide. Parce qu'il s'agit de mort. Et de la mort la plus inadmissible qui soit, celle que des jeunes ont choisi de se donner. Avec l'incorrection de proclamer que si la vie est un combat contre la mort ce combat est perdu d'avance. Et qu'ils refusent de le livrer.

Délicat aussi parce que le suicide est un comportement humain particulièrement difficile à cerner. Il a beau être universel, avoir inspiré moult travaux aux sociologues et aux psychiatres. il reste secret en tant que phénomène social. Parce que les statistiques en la matière ne sont guère fiables, variables en qualité selon les pays, les régions, les périodes, selon la philosophie de celui qui les recueille : un catholique cherchera à maquiller un suicide en accident, un protestant sera plus libéral. Les taux les plus bas se retrouvent toujours dans les classes où le conformisme social est le plus fort, les classes moyennes. Est-ce l'expression d'une plus grande cohésion, qui protégerait de la dépression et du suicide, ou un effet de la dissimulation qui s'exerce d'autant plus facilement que les autorités chargées de trancher font partie de ce même groupe ?

Difficile de tirer des conclusions

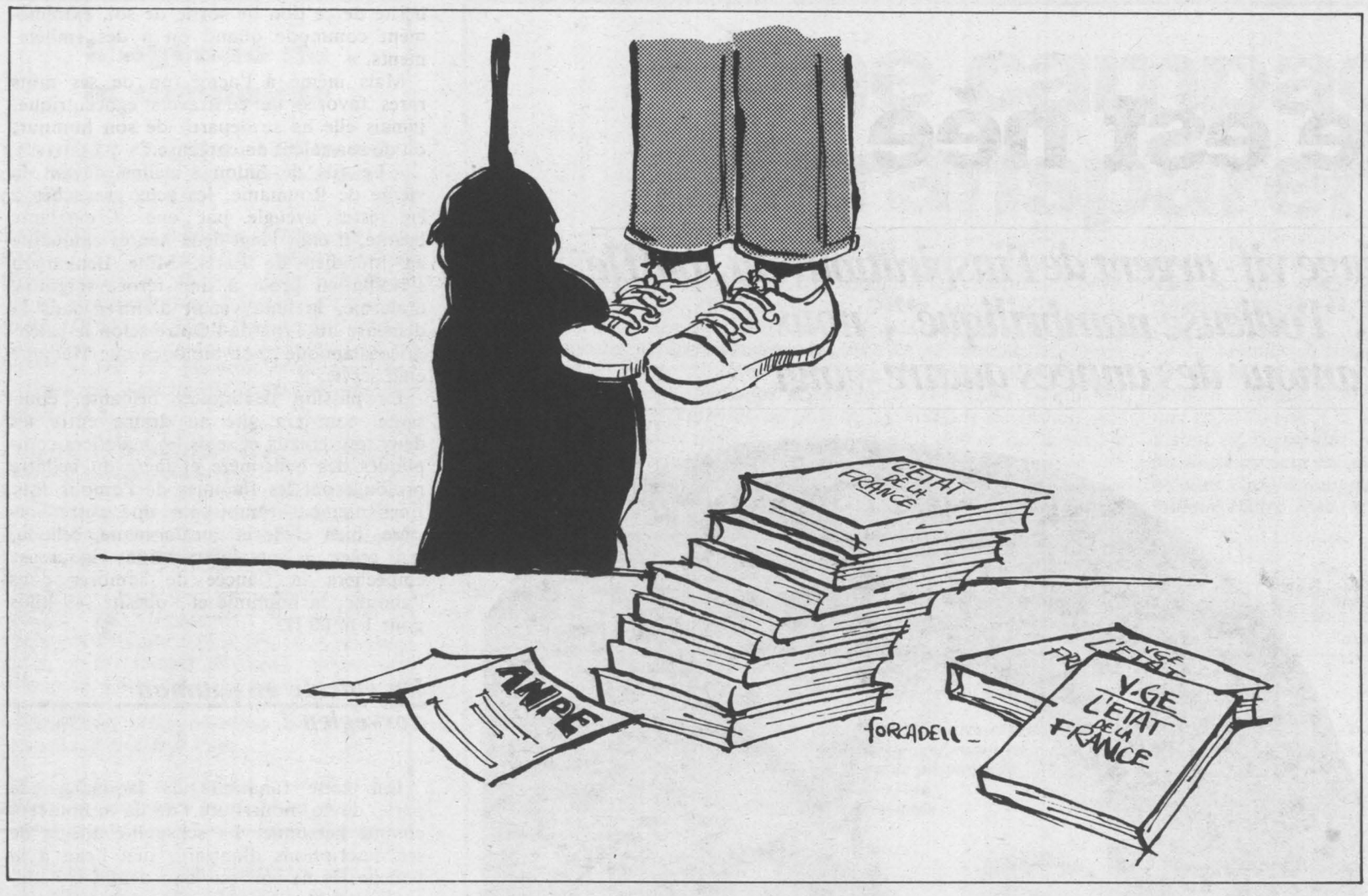
D'autre part, les variations dans les taux de suicides portent sur de très petits nombres : entre 20 et 30 pour 100 000 selon les pays européens. Quelques dissimulations ou les insuffisances des services statistiques suffisent à brouiller les pistes. Au niveau d'une ville ou d'un quartier, on peut observer des variations brutales d'une année sur l'autre, qui s'annulent au niveau national : difficile de tirer des conclusions autres que générales sur les taux globaux. Enfin, intervient le problème de la tentative de suicide, extrêmement délicate à faire entrer dans les statistiques. Mais qui peut faire basculer une analyse. Les femmes, par exemple, se suicident nettement moins que les hommes mais les dépassent largement en tentatives.

Si les suicidés laissent souvent des lettres pour expliquer leur décision, leur geste n'en reste pas moins difficile à comprendre. Pour en arriver là, il faut en général une telle conjonction d'éléments... Une bonne partie en échappe même à celui qui se tue. Un sociologue, Jean Baechler, dans une étude publiée chez Calmann-Lévy, présente sur les suicides une thèse séduisante. Selon lui, le suicide a un sens, il est une solution portée à un problème, un moyen en vue d'une fin. Il s'interroge : « Qui cherche quelle solution à quel problème ? » La typologie qu'il propose découle directement de cette question. Il distingue onze sens typiques de suicides, onze situations « où une solution suicidaire apparaît comme logique, sinon toujours rationnelle », qu'il regroupe en quatre catégories. Dans les suicides escapistes (la fuite, le deuil, le châtiment), ceux qui se tuent cherchent à échapper à une situation ressentie comme insupportable : la maladie, la folie, la perte d'un parent ou d'un statut, une faute, réelle ou imaginaire, qu'on désire expier...

Les suicidés agressifs (vengeance, crime, chantage, appel) sont également nombreux, soit qu'ils cherchent à provoquer le remords, qu'ils entraînent femme et enfants dans la mort, qu'ils tentent de faire pression sur autrui ou qu'ils soient des appels au secours. Dans ces deux derniers cas, les tentatives sont naturellement beaucoup plus fréquentes.

Les suicides oblatifs (sacrifice, pour sauver, ou passage, pour accéder à un état considéré comme enviable) et les suicides ludiques (l'ordalie et le jeu où on risque sa vie pour se mettre à l'épreuve ou pour jouer avec elle) se rencontrent plus rarement. Les premiers ont pratiquement disparu dans la société actuelle et les seconds accèdent rarement aux statistiques, plutôt considérés comme des accidents.

Comment, à l'aide de cette typologie, comprendre les cinq suicides qui frappent aujourd'hui l'opinion ? Bruno, vingt-cinq ans, au chômage depuis huit mois, se tire une balle dans le cœur ; la veille, sa femme a accouché d'un bébé mal constitué. Serge, le zonard de Sochaux, licencié depuis juillet 1979 pour absences répétées, se laisse mourir de faim et de froid dans un hangard désaffecté. Fabrice, un électricien de dix-neuf ans chômeur depuis plusieurs mois, choisit de s'immoler par le feu, seul dans la neige. A des amis, il avait avoué qu'il souhaitait mourir sur sa moto. Daniel, vingt-



Bruno, Serge, Fabrice, Daniel et Anne-Monique, tous jeunes, tous chômeurs, se sont tués à nous répéter que notre société était trop cruelle

cinq ans, a lui aussi craqué une allumette, à Besançon, mais devant témoins : il a été sauvé. Plusieurs mois de chômage l'avaient profondément déprimé. Anne-Monique écrivait dans son journal, quelques semaines avant sa mort : « Un homme sans travail, c'est un homme ramené au rang de bête. » Elle avouait militer à la J.o.c. pour s'accrocher à quelque chose, pour se battre mais disait : « J'ai l'impression d'être en sursis. Je commence à avoir peur de tout, même de l'espoir, comme une malade condamnée... J'ai pourtant envie de vivre mais je ne sais plus comment m'en sortir. Je cherche ce qui va pouvoir me faire vivre. » Sa décision de mourir, elle l'a prise justement après un espoir déçu : la coopérative vinicole qui lui avait promis un emploi de coursier s'est dérobée au dernier moment, parce qu'elle ne pouvait bénéficier des avantages du pacte pour l'emploi des jeunes qui prévoit des exonérations de charges sociales.

Le fait d'être femme ne protège plus

La fuite, le deuil, entrent de toute évidence pour une large part dans ces suicides. Mais aussi le sacrifice et même la vengeance. Peut-être l'appel, dans le cas de Daniel, puisqu'il s'est raté. Mais la sécheresse de l'information ne permet pas d'aller plus loin dans l'analyse : il faudrait connaître en détail l'histoire de ces jeunes désespérés, pour comprendre comment l'absence de travail peut jouer un rôle aussi déterminant. Sur les 700 000 jeunes qui recherchent un emploi en France, peu en arrivent à une telle extrémité.

Jean Baechler constate que les corrélations entre suicide et chômage sont rarement probantes. Il ajoute que chômage et suicide peuvent être les symptômes d'un même déséquilibre et non cause et effet. Serge, qui s'est laissé mourir, que personne ne connaissait, ne remarquait, tant il se comportait comme une ombre, en est sans doute l'illustration extrême. D'autres accordent à leur réussite sociale, à leur travail, une place centrale dans leur vie. Qu'une menace de licenciement pèse sur eux et leur monde s'écroule. Comme pour ce cadre supérieur qui assassina toute sa famille — et même son chien — la veille de Noël avant de se tirer la dernière balle.

Ce type de réaction frappe plutôt les banquiers ruinés, les cadres approchant la cinquantaine, les ouvriers consciencieux et solitaires qui approchent l'âge de la retraite. Les jeunes posent un tout autre


Sygma

Anne-Monique au mariage de son frère, en 1979

problème. D'abord parce que les suicides de jeunes sont beaucoup moins fréquents que ceux des adultes (au moins deux fois moins courants en Occident) et que ceux des personnes âgées (trois à quatre fois moins fréquents).

Pourtant, on signale depuis quelques années une tendance à l'augmentation de suicides de jeunes, surtout des tentatives. Parce que la société occidentale a produit un nouveau groupe social, moins bien protégé par la structure familiale, arrivant sur le marché du travail sans qualification précise. Les jeunes se retrouvent dans une position particulièrement inconfortable, incapables de s'insérer dans la société avec un statut bien défini, en ayant une idée concrète de ce que sera leur avenir. Certains revendiquent, contestent, se révoltent. D'autres se droguent, s'alcoolisent. Certains tentent de se tuer et quelques-uns y parviennent.

Chômeurs, ils cumulent les sources d'insécurité. L'avenir bouché, le besoin affiché d'être indépendant, responsable, mais l'échec à y parvenir, la dignité blessée par trop de « on vous écrira », « vous n'avez pas assez d'expérience », « vous n'entrez pas dans le cadre du pacte pour l'emploi », l'absence de statut valorisant, tout cela concourt à interdire le passage à la vie adulte, à rendre l'épreuve insurmontable.

Le fait d'être femme ne protège plus, dans de telles conditions. Anne-Monique, il y a vingt ans, ne se serait même pas posé les questions qui l'ont poussée au désespoir. Il est d'ailleurs notable de constater que les taux de suicides chez les hommes et chez les femmes tendent à se rapprocher dans la société occidentale. Triste privilège de l'égalité, de l'intégration sociale.

A cet ensemble de données s'ajoute un phénomène nouveau : la crise économique qui frappe de façon brutale et générale, ne laissant guère le temps de s'adapter. Jean Baechler note que des facteurs de ce type « agissent en élargissant le recrutement des suicidants ». Des êtres psychiquement plus solides sont alors touchés qui, hors de ces circonstances exceptionnelles, auraient fort bien pu retrouver un équilibre. Une enquête menée à Rennes l'année dernière a montré une corrélation entre la pauvreté croissante, le chômage et les suicides. En cinq ans, le nombre de chômeurs y avait plus que doublé, la misère commençait à se voir (20 000 Rennais, soit 10 % des habitants, avaient reçu l'aide du centre communautaire d'action sociale en 1980) et les suicides — une quarantaine par an au cours des années précédentes — auraient nettement augmenté : soixante en 1980 et trois cents tentatives dénombrées, soit trois fois plus qu'au cours des dernières années.

Gardons-nous bien sûr d'en tirer des conclusions définitives. Mais le suicide est un symptôme particulièrement expressif d'une société. Celui de ces jeunes privés d'espoir au point de lâcher complètement prise a de quoi nous révolter. D'autant plus que notre société a réussi à se convaincre que ses membres sont solidairement responsables du bonheur de tous. Mais, quotidiennement, elle échoue à atteindre cet idéal. Anne-Monique, Serge, Daniel et les autres se tuent à nous le répéter. ●

Vous voulez que "l'Unité" vive...

Avec l'accélération de la campagne présidentielle, nous enregistrons une sensible remontée des abonnements à « l'Unité », dont beaucoup couplés avec le quotidien « Combat socialiste ». La vente militante est également en nette progression.

En cette période cruciale, nous demandons aux sections, aux militants, aux sympathisants de s'organiser pour faire de nouveaux abonnés et développer encore la diffusion militante de l'hebdomadaire du Parti dans la campagne présidentielle.

Bulletin d'abonnement à retourner

à l'administration de

l'unité

10, rue de Solférino
75007 PARIS

Je soussigné.....

.....

.....

.....

demeurant .....

.....

.....

.....

.....

désire souscrire un abonnement à « l'Unité » :

- abonnement d'un an (200 F) ○
- abonnement de six mois (120 F) ○

abonnement couplé à « Combat socialiste » et à « l'Unité »
Un an (650 F) ○
Six mois (360 F) ○

et vous adresse la somme correspondante

○ par chèque bancaire

○ par chèque postal

○ ou virement au C.c.p. « l'Unité » : 30 349 80 La Source

Les abonnés arrivés à échéance sont priés de joindre à leur réabonnement la dernière bande d'envoi du journal.

Date Signature

Rédaction : 12, cité Malesherbes 75009 Paris. Tél. : 878.40.73. Administration : 10 rue de Solférino 75007 Paris. - Tél. : 550.34.35. *Directeur :* Claude Estier ; *Rédaction en chef :* Nicole Chaillot, Guy Perrimond ; *Rédaction :* Marie-José Bernardot, Christine Cottin, Frédérique de Gravelaine, Michèle Kespi, Jean-Paul Liégeois, Emmanuèle Plas, Paul Leduc, Gilbert Sans. *Secrétariat de rédaction :* Claudine Dervaux (révision), Mauricette Duchemin (maquette) ; *Dessins :* Jean-Pierre Coureuil, Barrigue, Solo, Pym, Bordeclerc, Forcadell ; *Photos :* Pascal Lebrun ; *Publicité :* 12, cité Malesherbes. Tél. : 878.40.73 ; *Administration :* Conseiller technique : François de Grossouvre ; *Secrétaire administrative :* Jacqueline Daimé ; *Coordination :* Offres 67, boulevard de Clichy, 75009 Paris. *Imprimerie E.T.C. 76190 Yvetot.*
Société éditrice : S.a.r.l. l'Unité ; *Directeur de la publication :* Claude Estier ; Cadet Photocomposition, 75009 PARIS.

ROMANS

Une étoile est née

Avec "Une passion", alliage vif-argent de l'inspiration, du souffle et du culot, Muriel Cerf, "l'odieuse nombrilique", nous donne le grand roman d'amour des années quatre-vingt

PAR NICOLE CHAILLOT

C'EST comme la crème fouettée : divin mais au bout de quelques cuillerées, on a un peu mal au cœur tant c'est nourrissant. Muriel Cerf est un écrivain, un grand, un vrai. Ses précédents romans — le petit génie fut précoce — laissaient seulement pointer le bout du nez de son talent, mais avec « Une passion » (Jean-Claude Lattès), alliage vif-argent de l'inspiration, du souffle et du culot, on tient enfin « le » roman d'amour des années quatre-vingt. La densité de son écriture, son invention ébouriffante, sa folie constamment tenue en bride, le mariage détonnant et réjouissant que forment la langue la plus châtiée avec l'argot le plus rigolo font qu'en parlant de Muriel Cerf, on ne peut s'empêcher d'emprunter la célèbre boutade de Picasso : « Elle ne cherche pas, elle trouve. » Son éditeur, flagorneur, a voulu la flatter en comparant son œuvre à celle de Cohen : « Belle du Seigneur ». Allons donc, elle est bien moins sentencieuse, bien plus gaie et bien plus grave que le vieil ermite genevois.

« En dernier lieu, on pouvait assurer que cette gamine filiforme comme un ex-voto hittite tenait fermement à sa peau, sa seule faiblesse. » Ça, pour tenir à sa peau, elle y tient. Un instinct de conservation aussi pointu, ça s'embaume. Rouée, la narquoise Muriel désarme à l'avance toute méchanceté critique— dont elle avoue être crucifiée — en accumulant tout au long de son roman des pièges et chausse-trapes pour y faire tomber les pisse-vinaigre qui n'aimeraient pas son style.

Un conte de fées moderne

« Pourquoi faire simple quand on peut faire compliqué ? »... « La simplicité l'exaspérait, il lui fallait de l'intrigue pour survivre à la tiédeur du quotidien » ou encore « l'odieuse nombrilique », surnom dont elle se taxe fréquemment, dit d'elle-même : « Qu'elle ne soit plus le chouchou du prof et la première de sa classe, qu'on la fourgue au coin en punition pour complaisance et jouissance interdite à aligner les mots d'un poème, qu'on muselle sa passion de l'écrit, qu'on prohibe ses crâneries stylées et sa foutue désinvolture... » Ou enfin : « Quand aux maquisards qui trouvaient son langage cryptographique et usaient du Petit Robert pour la lecture de Spirou... que la male heure étouffe ces emmanchés ».

En ces temps de prudence éditrice, de petits pas littéraires, de pavane pour infante agonisante, la santé, le courage, l'effronterie, vertus éminemment roboratives donnent un sacré coup de jeune à notre littérature. Le contraire exactement de ce que Julien Gracq appelle « la Littérature à l'estomac »... Ce qui ne veut pas dire qu'elle en manque.

Mais que raconte donc ce roman de six cents pages, composé en dix times romain bas de casse à tout casser, sans interligne et dans lequel on plonge comme dans un bain de jouvence ?

Un conte de fées moderne, tissé par une sorcière pas comme les autres et régentée par Mercure, dieu des poètes et des voleurs..

Amine Youssef, Libanais, pied-noir, richissime, beau et triste, scorpion ascendant scorpion (aïe !) tombe raide d'amour pour une jeune écrivaine, Maria Tiefenthaler, demi-juive, poids plume, gémeaux ascendant cancer (aïe, aïe !) et ressemblant comme une jumelle à la pisseuse de copie Muriel Cerf.

« A cette vierge cérébrale d'une joliesse rigoureuse, minérale et adamantine, au sourire d'une subtile moquerie, à cette seconde grâce du cortège de Vénus qui avait l'air tombée là comme un météore, il fit immédiatement allégeance. »

Quand il s'agit de décrire les princes charmants, beaux comme de bien entendu, Muriel Cerf n'y va pas de main morte. Elle est même carrément lyrique quand elle fait



Muriel Cerf. Sygma

le portrait de Maria. A croire qu'elle se regarde dans une glace ! Son incroyable narcissisme qu'elle revendique avec un incommensurable toupet n'est qu'un fleuron de plus à mettre au compte de sa personnalité.

Tous les écrivains sont narcissiques. Lieu commun, quasi-pléonasme. Les madrés le dissimulent, les maladroits le laissent voir, rares sont ceux qui l'exposent. Le portrait — à peine flatté il faut le reconnaître, voir photo — que l'écrivain trace d'elle-même laisse stupides ou alors nous assistons à un phénomène de dédoublement courant chez les gémeaux.

« D'après le rabbin Finkelberg, elle a hérité de ce don de sortie de soi, extrêmement commode quand on a des embêtements. »

Mais même à l'acmé (un de ses mots rares favoris) de ce travers égocentrique, jamais elle ne se départit de son humour, ou de son talent de conteuse.

« Le fils de Sidon s'inclina devant la vierge de Roumanie, les yeux cravachés à en rester aveugle par une si cinglante beauté, il était vingt-deux heures cinquante au Méridien de Paris, Mme Benkamou s'éveilla en proie à une féroce migraine d'alarme, la lune venait d'entrer dans la demeure du Trou-de-l'Outre selon le calendrier islamique et on annonça que Madame était servie. »

La passion dévorante, brûlante, épuisante, tournera vite au drame entre les deux tourtereaux et seuls les maléfices compliqués des belle-mère et mère du bellâtre prolongeront les flammes de l'amour fou. Enchantement rompu par une autre sorcière, bien civile et cocaïnomane, celle-là, qui grâce à son intervention vigoureuse empêchera la fiancée de sombrer dans l'aboulie, la boulimie et l'obésité (49 kilos pour 1 m 60 !).

Un suicide au saumon norvégien !

Car cette fanatique de la maigritude parle de la nourriture, de la « bouffe » comme personne. La sensualité allègre de ses descriptions dînatoires met l'eau à la bouche. Je ne vois pas qui, depuis Colette, a su aussi bien transcrire la couleur, le parfum, le goût d'un plat. Elle nous donne même une recette succulente au détour d'un chapitre. « Cette belle-mère croquante *al dente* se vengeait des carences infligées par les menus orientaux ou français en tartinant son pain grillé de radis noir en julienne, en se mitonnant de petits croutons napolitains (une tranche de mozarella, cette gomme blanche au goût de lait fraîchement tiré d'un pis de bufflonne, deux filets d'anchois, une tomate crue, origan, poivre et sel, dix minutes au four dans un plat à gratin beurré) ».

Mais la nourriture cadeau, plaisir, est aussi vécue comme la nourriture punition. Bref, le syndrome de la nourriture névrose (très répandu) trouve avec Muriel Cerf un prolongement littéraire inattendu. Cloîtrée dans un appartement somptueux et riant comme un ossuaire par l'Otello libanais, la fiancée entreprend de se gaver systématiquement. Un suicide au saumon norvégien et à la poire Willemine, c'est pas triste et l'expression « creuser sa tombe avec ses dents » prend enfin tout son sens !

Désenvoûtée, le petit Tanagra retrouvera sa silhouette friable, ses chers écrivains, son peuple aux yeux fendus (les chats), sa chère solitude et sa chère liberté et laissera son prince persan macérer dans la jalousie et sans doute la folie. Exit la passion.

« Dommage qu'on ait inventé l'amour de toutes pièces, inventé car c'est fort chiant, se dit-il, et les entractes longs à crever, et les pas perdus innombrables. Seulement, que trouver d'autre pour ne pas oublier d'exister ? »

Muriel Cerf a trouvé. Elle écrit. Tant mieux pour nous. ●

Le combat dans l'île

"L'Enchanteur et nous" de François-Régis Bastide est un livre qui n'apaise pas les blessures mais qui peut permettre de les comprendre

PAR FABIAN GASTELLIER

ETRANGE roman... fascinant, enchanteur comme son titre bien que tellement désenchanté... Roman-piège, aussi : où commence la fiction, où s'arrête la réalité ? Quelle part faire entre l'imaginaire et l'autobiographie ? Vivons-nous quatre cent dix-neuf pages d'une vie ou bien n'est-ce là que la longue dérive d'une vie rêvée ? Impossible de répondre et, d'ailleurs, peu importe. Les « clés », le vrai, le faux : bon pour les maniaques qui ne savent pas lire et se contentent de conversations à potins dans les salons chics. Ici, sur la lame de cette frontière délicate entre invention et confession, seul compte le voyage. Celui d'un auteur avec ses personnages et celui — le même — d'un conteur avec ses lecteurs. Il s'agit de perdre pied, d'abandonner toute retenue et l'on plongera dans un univers secret où les aveux sont parfois mots parfois musique. Pourvu qu'on accepte de larguer les amarres, on sera vite prisonnier de ce livre ; tout à la fois complice et voyeur gêné d'une histoire chuchotée qui, au début, n'a l'air de rien et puis se met à avoir un drôle d'air ; celui d'une histoire plus grave, plus sérieuse — l'Histoire avec un grand H, celle de notre siècle finissant, pourrissant dans ses désillusions, sa fatigue et ses derniers sursauts d'espoir — malgré tout.

Ce voyage aux troublants accents d'épreuve, de rite initiatique, démarre dans l'anecdote la plus banale : voici le narrateur — Bastide lui-même — appelé par François Mitterrand au siège du Parti socialiste, place du Palais-Bourbon. Nous sommes en 1978 et le Premier secrétaire n'a pas le temps de s'occuper de Nils Söderhamm, ancien ministre de la social-démocratie suédoise venu passer quelques jours à Paris. A Bastide de s'en charger et de distraire le viking sexagénaire afin qu'il reparte vers sa Baltique ravi par l'accueil socialiste français. Tout est prévu, sauf. Sauf l'éclair, l'étincelle qui va changer le simple rendez-vous en rencontre, en coup de foudre. Nils Söderhamm, buveur bruyant et parleur infatigable, débarque avec son passé mouvementé, son présent désespéré et son avenir incertain en face d'un homme qui ne sait plus, qui vacille.

L'espérance a fait place à l'incertitude ; la politique a glissé vers la routine ; le bonheur pour tous, décidément, non, ce n'est pas pour demain et, au creux même de ce corps jadis fort, les lassitudes de la cinquantaine ont commencé leur travail destructeur : Bastide, en cette fin d'après-midi de juin, est en train de couler lentement. Nils Söderhamm aussi, mais dans le bruit et la fureur. Ils vont se heurter de plein fouet, et cela va faire mal, très mal. Un peu à la façon d'une secousse volcanique qui nettoie tout sur son passage. Nils et Bastide vont se brûler l'un l'autre. Et se

THEATRE

Tchekov, tout simplement

PAR MICHELE COQUILLAT

« La Cerisaie » de Tchékov, mise en scène par Peter Brook, aux Bouffes du Nord.

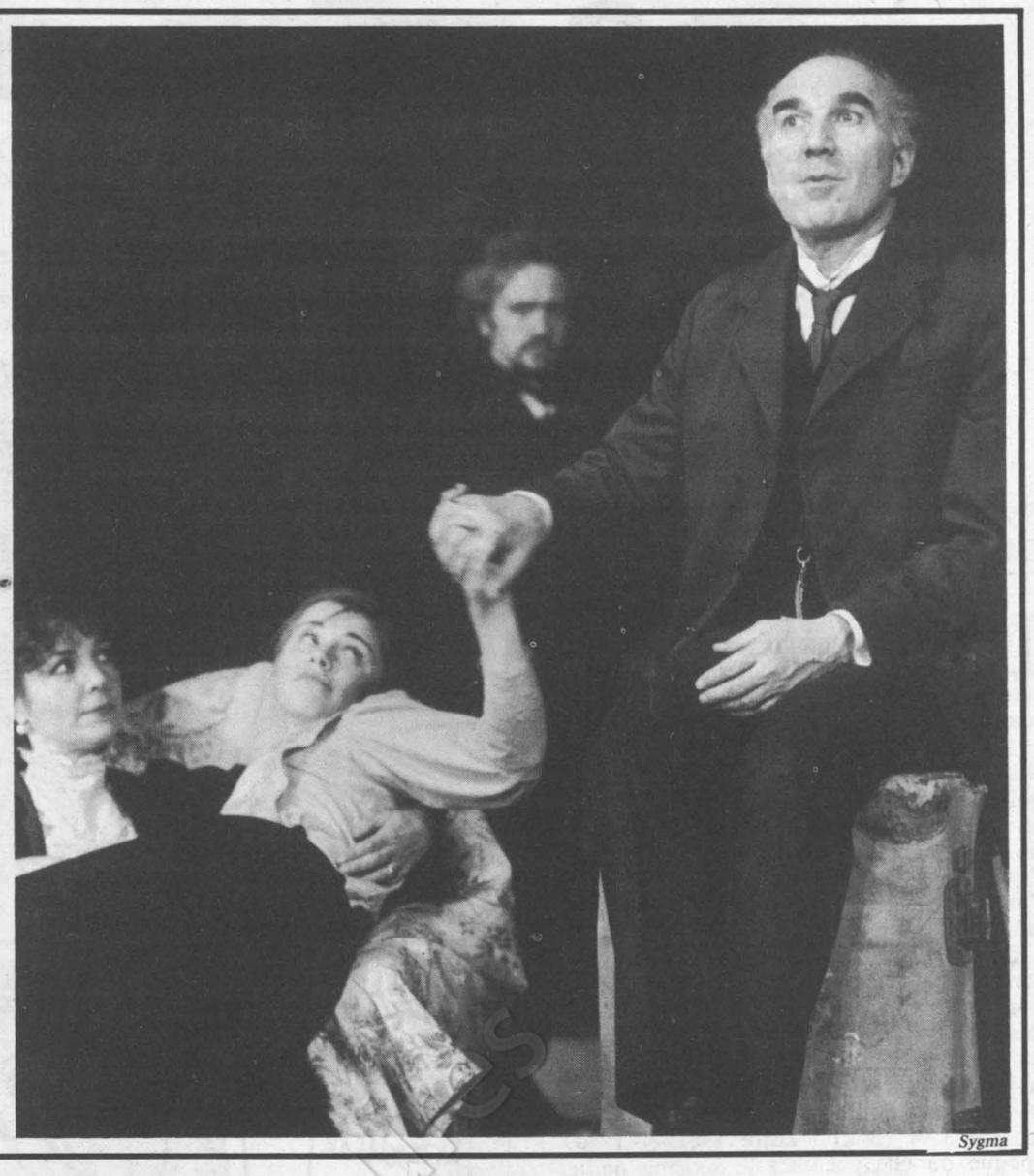
NOUS sommes tout de même, on l'avouera, un drôle de pays, car enfin lorsqu'on montre à Paris une grande œuvre, intelligemment mise en scène et bien interprétée, tout le monde crie au miracle. Mais ne devrait-il pas en être toujours ainsi ? Le public enthousiaste qui se presse chaque soir aux Bouffes du Nord n'indique-t-il pas assez son goût pour un théâtre véritable qui exprime puissamment une sensibilité vitale susceptible de toucher chaque être au-delà des temps et des frontières ?

Car Peter Brook restitue très simplement à Tchékov une universalité ardente qui, à travers les personnages de Lioubov, de Gaev, d'Ania ou de Varia, va pouvoir trouver une résonance personnelle et inattendue chez chaque spectateur, accordé avec sa vie, ses expériences et sa sensibilité. Il fait jouer le texte sans se préoccuper semble-t-il du signe, de la sémantique, de la psychanalyse, de la sémiotique... et du reste.

Bref, il ne fait pas là un théâtre de laboratoire dont, au demeurant, l'utilité n'est pas ici mise en cause, dans certains cas, dans certains lieux et pour un public restreint. Une question cependant reste à poser : si quelque metteur en scène inconnu et doué et ne s'appelant pas Peter Brook avait cautionné cette « Cerisaie », l'intelligentsia qui nous gouverne la regarderait-elle comme admirable ?

Il n'en reste pas moins que le lieu n'est pas très favorable à Tchékov et que l'absence de décor se fait ici assez cruellement sentir et la proximité du voisin parfois gênante. Parce que l'univers de Tchékov étreint profondément, on a envie de pouvoir y entrer seul, on tend à s'identifier intimement à lui. Or, c'est difficile. D'autant plus que si Lioubov est physiquement le personnage : belle, mince, poétique (il s'agit de Natasha Parry), elle n'est pas toujours très présente, obligée parfois de « jouer » pour suppléer une sensibilité un peu défaillante. En revanche, dans le rôle de la servante Douniacha, Catherine Frot est étonnante de naturel et de simplicité, Robert Murzeau est un vieux Firs émouvant, tendre et râleur tout à fait inoubliable et Michel Piccoli, immense présence rêveuse, tendre et dérisoire, est un Gaev exemplaire, grand enfant qui ne veut pas vieillir.

Simplicité maximale, vérité intérieure et tendresse ne sont-elles pas d'ailleurs, comme il l'a maintes fois répété, l'essence même de l'œuvre de Tchékov ?



Sygma

blesser, et nous blesser. Pour en sortir différents. Pas meilleurs, mais autres — comme on peut être différent après une passion achevée, une psychanalyse ou une maladie.

Nils enchante. Et Bastide n'attendait que cela. Les voilà partis pour la Suède, sous le vague prétexte d'un livre à écrire en commun. Bastide raconte alors le long été passé à Yxund, l'île de Nils : les nuits sans nuit, la pluie fine, les parfums montant de la mer... Mais le décor, ici, n'est pas dressé pour un quelconque romantisme à la Selma Lagerlöff ; on tombe plutôt en plein Strindberg, en plein Bergman, dur, cru, cruel. Aux côtés d'un marin solide, une sorte de frêne positif, armé d'une force certaine et dénué de toute culture littéraire politique et compliquée, Nils règne là en maître absolu. Sur trois maisons et sur trois femmes : Kerstin la pianiste, sa première épouse ; Sheena, la fille de Kerstin dont il est aujourd'hui le mari, et Lily, l'enfant d'une union passagère entre Sheena et un inconnu. Lily la blonde aux yeux blancs dont Nils est à présent amoureux ; l'adolescente au violoncelle qui passe ses nuits à réinventer Bach ; le symbole de l'innocence impossible dont on finira par découvrir l'affreuse blessure profonde. Trois femmes différentes ou bien, peut-être, trois étapes différentes d'une même femme, la femme éternelle, nouvellement belle à tous les âges...

Trois femmes de rêve, aussi ; tentation permanente, mais tentation impossible, dépassée. Si Bastide est charmé, il n'est pas séduit. Seuls Nils le séduit et c'est à Nils seul qu'il se donne, en l'écoutant, en l'aidant, avec toute l'ambiguïté avouée et inavouée que peut recouvrir cette fascination. Et Nils déraille dans les bras de Bastide. Le plus faible soutient le plus fort. Epaule contre épaule, le littéraire qui s'est mêlé de politique et le politicien auteur d'une thèse sur Gide vont débroussailler ensemble les chemins déjà parcourus, les espoirs, les impostures, les dernières folies.

Une folie, par exemple, ce bunker que Nils a fait construire dans l'île. Un gadget. Et si c'était plus ? Un repaire secret pour l'ultime espionnage du XXe siècle ? Visionnaire, Nils attend la guerre. Après 1983, précise-t-il. Quant la Pologne aura craqué sous le joug soviétique et que le Brésil, à son tour, voudra se sortir de la domination américaine. Lorsqu'on entendra enfin la voix de ces peuples trop longtemps étouffés sous les discours idéologiques. Un soulèvement possible au nom de la Foi. La Vierge Noire des Polonais contre les tanks de Brejnev et la religiosité absolue des Brésiliens face aux bottes de l'oncle Sam. Voilà le message caché sous ce livre : qu'en ces temps de faille où la politique n'est plus une religion, l'être humain va sans doute, de nouveau, tourner son visage vers Dieu. Le Credo, l'ancien Credo pour nous sauver. Les autres croyances auront donc fait tant de mal ?...

François-Régis Bastide dit cela en mille éclats de mots secoués de musique ; du silence particulier de la musique, entre les notes. Un récit qui nous prend, nous enveloppe, nous transperçant parfois de bouffées de rire, de cette gaîté violente et si particulière, la gaîté de la déprime. Aucune théorie, aucun dogme ; mais le long accouchement d'un homme par un autre homme afin qu'il apprenne à réfléchir pour ne pas rater sa dernière ligne droite, avant la mort. Philosophie ? Le terme est trop pesant. Il s'agit là de poésie ; d'une de ces poésies tristes de pluie, d'automne. Désespérées et, en même temps, curieusement rafraîchissantes, enjôleuses. Un livre qui n'apaise pas les blessures que l'on peut porter au fond de soi, mais qui peut, peut-être, permettre de les comprendre.

On peut le rejeter au nom de l'éternel courage combatif ; se dire que la nostalgie et la tentation de la mort sont un luxe... Mais, pour peu que l'on ait déjà le cœur qui cogne de tant d'espoirs meurtris, alors là, on est pris à la gorge. Peu importe qui aura été l'enchanteur, de Nils ou de Bastide ; il nous tient. On n'est pas prêts de l'oublier. ●

François-Régis Bastide, vu par Solo.



« L'Enchanteur et nous », par François-Régis Bastide, Grasset.

CINEMA

Face aux luttes

"Le Dos au mur", c'est, filmée à chaud, la longue grève-occupation menée par les 1100 ouvriers du complexe Alsthom-Atlantic

PAR SERGE RICHARD

PARCE que nous sommes aujourd'hui au plus chaud de la bataille politique, il faut aller à l'essentiel. Et les militants de cette bataille pensent probablement que le cinéma, ça peut attendre un peu. Et pourtant, l'essentiel, ces jours-ci, se retrouve dans un film : « le Dos au mur ».

La grande grève de l'Alsthom...Personne n'a oublié. C'était en octobre 1979, le centième anniversaire de l'usine de Belfort, occasion de joyeuses fiestas pour les patrons et leurs invités. Et puis pour les travailleurs, un cadeau au choix : stylo ou bouteille de cognac ! Autant dire une gifle. D'où la grève à Belfort, relayée par d'autres usines du groupe Alsthom-Atlantique, notamment celle de Saint-Ouen où elle durera — avec occupation — pas moins de six semaines.

Tout ce temps vont lutter la plupart des 1 100 ouvriers de ce complexe regroupant trois filiales Alsthom : Unelec, Signaux et C.g.e.e. « Le Dos au mur », c'est le récit— filmé à chaud— de cette longue grève-occupation, menée par la C.g.t. et la C.f.d.t. sur le thème « Alsthom peut payer » (augmentation uniforme pour tous, salaire-plancher, treizième mois). Avec ses alternances de fièvre imaginative et de routines, de débat collectif et de démarches individuelles, d'ardeur et de découragement parfois...

Bof, va-t-on dire, un exemple de plus de ces films dits « militants » qui nous ont déjà valu tant de platitudes indigestes (encore que, pour sa part, « l'Unité » ait toujours veillé à ne pas confondre les bonnes intentions avec le bon cinéma). Nullement. Et si « le Dos au mur » fait date désormais dans l'histoire politique, c'est à cause d'une conjonction presque miraculeuse qui tient à un homme : Jean-Pierre Thorn, le réalisateur.

Ce jeune cinéaste avait fait Mai-68 caméra à l'épaule, mais en 1971, il choisissait de devenir ouvrier à Alsthom-Saint-Ouen. Pas pour jouer à « s'établir » quelques mois : non, pour travailler vraiment comme O.s., sept ans durant. Il y sera délégué syndical C.f.d.t. et délégué du personnel.

Aussi, quand la grève éclate à Saint-Ouen, plus d'un an après son départ, il bondit là-bas et, durant les six semaines du conflit, y tourne « en direct » dix heures de pellicule. Comme chez lui.

Les avantages de cette heureuse conjonction sont multiples : chaleureux mais lucide, familier des hommes comme des lieux, Thorn va tout de suite à l'essentiel — c'est une des qualités les plus évidentes du film — et nul ne pourrait lui en conter. Quant aux travailleurs, la familiarité qu'ils ont de leur ancien compagnon d'atelier leur fait visiblement oublier la caméra. D'où cette décontraction qui frappe quand on voit « le Dos au mur », ce naturel sans recherche ne figeant jamais le pittoresque spontané de l'expression populaire, l'humour, l'assurance tranquille des propos ou l'ironie des graffiti. Que messieurs les scénaristes-dialoguistes qui croient « écrire prolo » aillent prendre une leçon...

Comme doivent aller prendre une leçon ceux qui croient faire un film engagé en fixant sur la pellicule leur petit catéchisme : « le Dos au mur » est tout le contraire de cela. Ne serait-ce que par sa volonté de faire parler aussi ceux qui se revendiquent comme « les Tartempions qui ne font partie d'aucun machin ». Ne serait-ce aussi que par son refus de masquer, dans le courant de ces six semaines, les incertitudes, les querelles, et surtout la déception finale du retour aux ateliers. Sans conquête bien appréciable et avec l'amertume de ne guère avoir été soutenus — à l'opposé des Alsthom de Belfort — par la population et les élus de Saint-Ouen. L'ultime témoignage du délégué C.g.t. qui conclut le film, en ce sens, bouleverse par une densité humaine qu'aucun film de ce genre n'avait atteint depuis « Wonder », en 1968.

Il méritait bien un aussi beau prolongement cinématographique, ce mouvement qui avait commencé par une grève pour la dignité ouvrière. Et il n'est pas défaitiste, ce « carton » final qui indique qu'après la reprise du travail, la direction a multiplié sanctions et procès : il signifie que le succès d'autres luttes, demain, supposera une solidarité plus efficace, une législation sociale plus favorable aux travailleurs, bref un tout autre environnement politique. Ainsi le film de Jean-Pierre Thorn ne pouvait-il pas ne pas rejoindre l'actualité la plus immédiate. ●

1974-1981

Sept ans d'expansion frénétique des ventes d'armes

Le cercle vicieux des ventes d'armes françaises peut être brisé par un gouvernement socialiste s'il rompt avec la logique de l'exportation tous azimuts afin que les objectifs de politique étrangère et les impératifs de sécurité ne soient plus bafoués

PAR JEAN-FRANÇOIS DUBOS

LE commerce des armes, sans nul doute l'un des thèmes les plus controversés de la période contemporaine, a pris ces dernières années, singulièrement en France, un visage inquiétant.

Au-delà de l'ambiguïté des statistiques (les chiffres officiels sont perturbés par le poids des pseudo-ventes d'armes, des ventes de seconde main, du trafic clandestin...), une grande leçon peut être tirée de l'examen de la période la plus récente : l'expansion frénétique des ventes d'armes françaises.

Depuis 1974 et l'accession de Valéry Giscard d'Estaing à l'Elysée, la progression de nos ventes a été particulièrement spectaculaire. C'est à cette date que la France arrive au troisième rang des vendeurs d'armes, et sa part du marché n'a pas cessé de croître : + de 7 % pour la moyenne 1971-1980 (contre 3 % environ entre 1961 et 1970, époque où elle occupait le sixième ou le septième rang), et près de 18 % pour la seule année 1980.

Une telle expansion (dans un marché mondial en pleine croissance) se traduit par quelques chiffres révélateurs : nos ventes ont dépassé les vingt-trois milliards de francs en 1980 (contre six milliards de francs en 1974). En francs constants, la progression reste éloquente *(voir tableau)*. Une expansion qui place (et de fort loin) la France au 1er rang des vendeurs d'armes, hiérarchie exprimée par habitant : quatre cent cinquante francs, contre moins de deux cents pour les Etats-Unis, au second rang. Or, lorsque Giscard d'Estaing est élu, les ventes d'armes représentaient moins de 4 % des exportations nationales. Le seuil des 5 % est atteint en 1977, celui des 6 % en 1980.



Banalisation et dérive

• Deux conséquences fondamentales accompagnent ce boom de nos exportations d'armement : la « banalisation » de nos produits, d'une part, une « modification » étonnante de notre clientèle, d'autre part.

Si, par le canal de la presse, l'opinion publique est surtout sensible aux « marchés du siècle », le secteur de l'aéronautique en l'occurrence, la réalité des ventes d'armes françaises est beaucoup plus diversifiée, du matériel aérien (avions Dassault et de la Snias, hélicoptères de la Snias, missiles de Matra ou de Thomson-C.s.f.) au matériel électronique, en passant par les armements navals ou terrestres. La firme Panhard-Hotchkiss fait 100 % de son chiffre d'affaires à l'exportation, la Snias (le sait-on ?) est le premier exportateur mondial d'hélicoptères.

L'impact économique global de ce secteur est éclairé avec vigueur par cette simple constatation : depuis 1974, les ventes d'armes ont représenté entre 11 et 16 % du secteur des biens d'équipement, entre 30 et 50 % des exportations des industries de pointe.

Cette « banalisation » du produit armements est double. Elle porte sur le fait qu'on fabrique de préférence du matériel qui s'exporte et non pas d'abord du matériel nécessaire à notre défense. Et le matériel vendu est à usage à la fois civil, militaire, de maintien de l'ordre (l'hélicoptère est le meilleur exemple, ainsi que les chars ou blindés légers qui connaissent un réel succès dans le tiers monde). On note aussi des modifications importantes de l'éventail de nos clients.

Jusqu'au début des années soixante-dix, l'essentiel des ventes françaises se faisaient vers les pays développés, Etats d'Europe occidentale (50 % de nos exportations entre 1961 et 1970), Etats-Unis (10 %), Australie... ou Afrique du Sud. Les pays du tiers monde étaient très largement minoritaires, contrôlant globalement entre 10 et 12 % des ventes.

Les dernières années ont été marquées par un véritable bouleversement de ces données géographiques. Entre 1974 et 1980, sur les soixante et un Etats officiellement acquéreurs d'armes françaises, on relève la présence de trente-trois nations du tiers monde, du Ghana à l'Ouganda, du Pérou au Zaïre, de l'Indonésie à l'Irak, de la Corée du Sud à la Malaisie ou au Nigeria...

Aux premiers rangs d'entre eux, la Libye, le Koweit, Abou Dhabi, le Qatar... et, bien entendu, l'Arabie Saoudite. Cette dernière a représenté 10 % de nos ventes entre 1974 et 1977, près de 20 % entre 1978 et 1980. Le 15 octobre dernier, l'Arabie Saoudite a commandé à la France, par exemple, pour quinze milliards de francs, une « flotte barre en mains » de quatre frégates de 2 000 tonnes, équipées de missiles Otomat, deux pétroliers ravitailleurs de 17 000 tonnes et vingt-quatre hélicoptères Dauphin dotés de missiles AS 15 ! Le Qatar doit acheter quatorze Mirage F1 Dassault, la Libye trente-huit, la Jordanie trente-deux, et l'Irak soixante.

A l'heure actuelle, force est donc de constater que nos partenaires privilégiés sont soit des nations du quart monde qui participent pour une part croissante à l'essor des budgets militaires : trente fois, aujourd'hui, le total de l'aide accordée au titre du développement ; soit des Etats assez proches, au sens géopolitique du terme, de l'état de « pays du champ de bataille ».

Rappelons que la doctrine officielle de la France en matière de vente d'armes repose sur deux grands principes :

— la fourniture d'armes aux pays en guerre est prohibée... tout particulièrement en cas de conflit ouvert. On sait ce qu'il en est des livraisons à l'Irak, par exemple ;

— la distinction entre « les armes qui ne peuvent servir qu'à protéger la sécurité d'un pays et celles qui sont susceptibles d'être utilisées... pour les actions de police ; la vente d'armes de ce second type est prohibée, on sait combien ce principe est très souvent bafoué. (Songeons que des véhicules destinés au maintien de l'ordre sont systématiquement exposés au Salon international de Satory, réservés à la clientèle étrangère, comme le Chili, l'Argentine...).

L'accélération récente des ventes d'armes (qui se traduit incontestablement par des avantages financiers considérables pour les producteurs privés, généralement exonérés de la taxe sur le matériel exporté) légitime enfin une question de plus en plus fréquemment posée : « N'est-on pas entré désormais au sein d'une nouvelle phase, dans laquelle ce sont les besoins de l'exportation qui déterminent les caractéristiques des matériels militaires, les commandes nationales ne constituant plus que la caution de cette politique, pas forcément conforme aux besoins objectifs de la sécurité du pays ? »

Le cercle vicieux contemporain des ventes d'armes françaises entraîne une cascade de conséquences, des contraintes sur la balance commerciale aux servitudes parfois étonnantes. La nécessité quasi généralisée de subvenir à la formation de nombreux personnels d'armées étrangères clientes se traduit par exemple par des charges difficilement négligeables. On a pu établir notamment qu'en 1978-1979, une base aérienne française avait été presque exclusivement consacrée à la formation de pilotes étrangers et que l'achat de sous-marins par une marine du Moyen-Orient avait entraîné pour le marine nationale l'équivalent de l'affectation à plein temps d'un sous-marin pendant un an pour l'entraînement des équipages. Et il n'est pas rare de voir nos armées nationales accepter des prélèvements sur leurs commandes en cours, voire sur leurs propres stocks, pour satisfaire un client pressé et solvable.

Le cercle vicieux des ventes d'armes françaises peut être brisé par un gouvernement socialiste s'il rompt avec la logique de l'exportation tous azimuts, afin que les objectifs de politique étrangère et les impératifs de sécurité ne soient plus bafoués.

C'est sur un double principe que reposent les propositions du Parti socialiste. Dans un premier temps, il faut moraliser les ventes et les contrôler.

Une proposition de loi instituant un contrôle du Parlement sur les exportations de matériel de guerre a été présentée dès 1978 par Charles Hernu et Jean-Pierre Cot, déclarant : « A compter de la promulgation de la présente loi, tous les projets de transferts à l'étranger de matériels de guerre, d'armes et de munitions, sont soumis au contrôle du Parlement. Le Parlement est également informé de tous les projets de cessions de licences, de transferts de technologie, de participations françaises à des projets étrangers, de participations étrangères à des projets français, ainsi que des dons en matière d'armement et de matériels assimilés. »

Notre plate-forme, « une politique socialiste du désarmement » (*), prônant la sécurité par le désarmement, propose des modifications institutionnelles, comme la création d'un conseil pour le désarmement et la sécurité, où sera élaborée la politique de désarmement de notre pays, « surtout en matière de transferts d'armes conventionnelles, domaine dans lequel la pression du pouvoir gouvernemental et de l'opinion publique sera indispensable pour contrebalancer la pression du lobby militaro-industriel »...

Elle rappelle enfin que le contrôle parlementaire « devra porter en premier lieu sur les transferts d'armements conventionnels : soumission automatique pour approbation, implicite ou explicite, des contrats de transferts d'armements supérieurs à un seuil minimum à la commission de défense de l'Assemblée nationale, et établissement d'un rapport annuel et public sur les transferts d'armes conventionnelles ».

Bref, dans un domaine qui est aujourd'hui marqué par la sous-information, par la règle du secret et du seul profit, le gouvernement manifestera sa volonté de transparence à l'égard de l'opinion publique et de cohérence avec les objectifs de politique étrangère. ●

(*) Proposée dès 1977 par François Mitterrand.

Ventes d'armes françaises - 1974-1980

	1 - En francs courants	*2 - En francs constants (1969)*
1974	*6,2 milliards de Francs*	*4,7 milliards de Francs*
1975	*8,3 milliards de Francs*	*5,2 milliards de Francs*
1976	*11,6 milliards de Francs*	*6,7 milliards de Francs*
1977	*14,7 milliards de Francs*	*7,8 milliards de Francs*
1978	*17,3 milliards de Francs*	*8,3 milliards de Francs*
1979	*20,5 milliards de Francs*	*8,9 milliards de Francs*
1980	*22,9 milliards de Francs*	*9,7 milliards de Francs*



Au marché permanent de Satory.

Diffusion N.m.p.p. - Commission paritaire n° 52325